

**RAPPORT SUR
LES DÉPENSES D'EXPLORATION
MINIÈRE ET LE FINANCEMENT
PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES**

PAR LE

SOUS-COMITÉ DE LA FISCALITÉ

DU

**GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL
SUR L'INDUSTRIE MINÉRALE**

**PRÉPARÉ POUR
LA CONFÉRENCE DES MINISTRES DES MINES
SUDBURY (ONTARIO)**

Août 1989



Énergie, Mines et
Ressources Canada

Energy, Mines and
Resources Canada

AVANT-PROPOS

À la Conférence des ministres des Mines tenue à St. John's (Terre-Neuve) en août 1987, les ministres ont exprimé leur préoccupation au sujet du niveau de l'exploration minière au Canada. À ce moment-là, l'attention était tournée vers les propositions de réforme fiscale, particulièrement vers la réduction des niveaux d'encouragement prévus par le régime fiscal. Pour donner suite à cette préoccupation, les ministres ont convenu de confier aux membres du Groupe de travail intergouvernemental sur l'industrie minière (GTIIM) la tâche de surveiller de près les niveaux de l'exploration minière. Par la suite, le krach boursier d'octobre 1987 et, plus récemment, la chute constante du cours de l'or ont accentué la nécessité de jauger la popularité des actions accréditatives, lesquelles sont devenues un important moyen de financer l'exploration minière.

Le présent rapport porte donc sur les tendances récentes et la situation actuelle du financement accréditif et de l'exploration minière dans son ensemble. Tout au long du rapport, l'expression "exploration minière" désigne la recherche de minéraux à l'exclusion des sables pétrolifères et des sables bitumineux.

Il est important de souligner que les renseignements contenus dans la partie A, qui traite des perspectives du financement accréditif et de l'exploration, changent sans cesse. Le présent rapport renferme donc les données les plus récentes au moment de la publication.

Le texte et les données figurant dans le rapport ont été soumis à l'examen des membres du GTIIM. Le processus de rédaction a été coordonné par le Secteur de la politique minière du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources (EMR).

Le Groupe de travail intergouvernemental
sur l'industrie minière
août 1989

SOMMAIRE

Selon les données "préliminaires réelles" de Statistique Canada, les travaux totaux d'exploration se sont chiffrés, en 1988, à plus de 1,2 milliard de dollars, un montant quelque peu inférieur au 1,3 milliard atteint en 1987. EMR estime qu'en 1988, 17 % des dépenses d'exploration, soit 850 millions, ont été financées par actions accréditatives. En 1987, les montants réunis par actions accréditatives avaient atteint 1,2 milliard, soit une proportion de 92 % du total des dépenses. Placées dans une perspective à long terme, les années 1987 et 1988 peuvent être considérées comme exceptionnelles.

Même si au cours de ces deux années la majeure partie du pays a connu une activité intense, il n'en demeure pas moins qu'à partir du milieu de 1988, on a constaté un ralentissement des travaux d'exploration dans certaines régions, telles l'Ouest québécois et le Nord ontarien. Autre phénomène intéressant, on assiste depuis peu à un regain d'intérêt pour les métaux communs, après que l'exploration ait été surtout axée sur les métaux précieux au cours des dernières années. En outre, plusieurs provinces soulignent que l'exploration tend actuellement à se concentrer sur des projets plus avancés.

Bien qu'il soit difficile de prévoir avec exactitude le montant total des dépenses d'exploration pour 1989, on s'accorde à dire qu'il accusera une baisse importante par rapport à 1988, à cause principalement de la chute du financement accréditif. Selon l'estimation préliminaire la plus récente d'EMR, les travaux d'exploration pour 1989 se chiffreront probablement au total à un peu plus de 650 millions mais ne devraient pas dépasser 880 millions. La prévision n'a pu être fixée à un montant précis en raison de l'incertitude entourant le financement accréditif des petites sociétés d'ici la fin de l'année et de la possibilité que les grandes sociétés accélèrent leurs travaux d'exploration en réponse à la hausse récente du cours des métaux communs. Si on tient uniquement compte des fonds accréditifs déjà réunis et des intentions fermes de dépenses des grandes sociétés, les travaux d'exploration devraient atteindre au total au moins 566 millions en 1989.

À l'heure actuelle, EMR estime pour 1989 à 450 millions le niveau probable des dépenses d'exploration des grandes sociétés. Pour ce qui est du niveau du financement accréditif, EMR prévoit maintenant que le financement accréditif pour 1989 s'établira à un niveau de 320 à 370 millions. La chute prévue du financement accréditif est

attribuable à un certain nombre de facteurs, dont la chute prononcée du prix de l'or au cours des 18 derniers mois. Au 1^{er} août 1989, les ententes de financement accreditif émises se chiffraient à 176 millions. De ce montant, la part des petites sociétés se situait à 116 millions, le reste, soit 60 millions, étant destiné aux grandes sociétés.

EMR s'est également penché sur la question des répercussions d'un fléchissement du financement accreditif sur la répartition des travaux d'exploration entre grandes et petites sociétés. Étant donné qu'au cours des dernières années, les petites sociétés ont financé la majeure partie de leurs travaux d'exploration par actions accreditives, il faut s'attendre à ce qu'elles soient très touchées par la chute prévue du financement accreditif et par la transition de niveaux d'exploration très élevés à des niveaux plus bas mais plus normaux. Par contre, les grandes sociétés devraient souffrir beaucoup moins de cette situation parce que leur rentabilité leur permet d'utiliser leurs fonds autogénérés de préférence aux actions accreditives pour financer leur travaux d'exploration.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
PARTIE A. SITUATION DE L'EXPLORATION MINIÈRE ET DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES AU CANADA.	
1. Perspectives du financement par actions accréditatives	1
1.1 Introduction	1
1.2 Perspectives	1
2. Perspectives de l'exploration en 1989 selon diverses sources	4
2.1 Introduction	4
2.2 Enquête de Statistique Canada sur les intentions pour 1989	5
2.3 Exploration par les grandes sociétés en 1989 d'après l'enquête-échantillon d'EMR	6
2.4 Perspectives d'exploration d'après les prix des métaux	7
2.5 Travaux récents de forage au diamant	13
3. Aperçu global des travaux d'exploration et du financement par actions accréditatives en 1989	15
3.1 Introduction	15
3.2 Conclusion	15
PARTIE B. SITUATION RÉGIONALE	
4.1 Introduction	18
4.2 Alberta	18

	Page
4.3 Colombie-Britannique	19
4.4 Manitoba	20
4.5 Nouveau-Brunswick	20
4.6 Terre-Neuve et le Labrador	21
4.7 Territoires du Nord-Ouest	22
4.8 Nouvelle-Écosse	24
4.9 Ontario	25
4.10 île-du-Prince-Édouard	26
4.11 Québec	26
4.12 Saskatchewan	28
4.13 Yukon	31
PARTIE C. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DES TRAVAUX D'EXPLORATION MINIÈRE	
5.1 Introduction	32
5.2 Niveau d'exploration	32
5.3 Travaux d'exploration par région	35
5.4 Dépenses d'exploration par catégorie de sociétés	35
5.5 Dépenses d'exploration par catégorie de produits de base	39
PARTIE D. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES, 1983 à 1988	41

PARTIE A. SITUATION ACTUELLE DE L'EXPLORATION MINIÈRE ET DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES AU CANADA

1. Perspectives du financement par actions accréditatives

1.1 Introduction

Bien que l'objet de la présente partie se limite au montant des fonds réunis au moyen d'actions accréditatives, elle fait partie intégrante de l'estimation d'EMR concernant l'ensemble de l'exploration minière au Canada en 1989. Elle a pour but de communiquer les résultats d'enquêtes récentes effectuées auprès de courtiers et d'autres intermédiaires financiers oeuvrant dans le milieu du financement par actions accréditatives.

1.2 Perspectives

À l'heure actuelle, le secteur des petites sociétés d'exploration éprouvent des difficultés à réunir des fonds par voie d'actions accréditatives, en raison du manque d'intérêt des investisseurs à l'égard de ce marché. Étant donné la prédominance de l'or dans les travaux d'exploration minière au cours des dernières années, la dépréciation marquée de l'or est, avec le niveau déprimé du cours des actions des petites sociétés, l'un des principaux facteurs qui expliquent le manque d'intérêt à l'égard du marché des actions accréditatives cette année. Amorcée depuis le krach boursier d'octobre 1987, la chute du cours des actions des petites sociétés d'exploration s'est poursuivie et même accentuée parallèlement à la baisse du prix de l'or. Au début d'août 1989, le cours de l'or avait baissé de plus de 197 dollars canadiens l'once troy par rapport au prix moyen de décembre 1987, soit près de 30 %. En outre, certains autres facteurs importants ont influé sur le marché des actions accréditatives, notamment la baisse de la participation des grandes sociétés, la qualité réduite des portefeuilles des sociétés en commandite qui en a découlé, et l'absence de découvertes qui répondaient aux attentes des investisseurs.

EMR consulte fréquemment les sociétés en commandite afin de se tenir au courant de l'évolution du financement par actions accréditatives. Le tableau 1 montre les résultats de la dernière enquête effectuée par EMR auprès de ces sociétés et compare les montants de 1989 à ceux qui ont été réunis en 1987 et 1988.

Des sociétés en commandite consultées, seules CMP et NIM ont réuni des fonds pour 1989. Toutes deux ont reçu copie de la présente partie du rapport et ont eu l'occasion de se prononcer sur l'état actuel du marché des actions

accréditatives. CMP a réuni 83 millions de dollars, NIM 50. Ces sociétés prévoient de consacrer entre 80 et 90 % des fonds recueillis, soit environ 110 millions, à l'exploration minière. Le reste sera consacré à des travaux d'exploration pétrolière et gazière (le montant total des fonds disponibles pour les travaux d'exploration pétrolière et gazière s'élevait à 90 millions au 1^{er} août 1989). Elles projettent également de réunir des fonds supplémentaires à l'automne 1989. Quelques sociétés en commandite plus petites telles que TAP, Middlefield et Mintax évaluent actuellement la situation et pourraient tenter de mettre sur le marché des émissions moins importantes plus tard au cours de l'année. D'autres, telles que First Ex, MVP et NEF, ne prévoient aucun financement public.

Tableau 1. Fonds réunis au moyen d'actions accréditatives par les sociétés en commandite et devant être dépensés en 1989, comparativement aux estimations révisées des fonds réunis en 1987 et 1988

	Valeur des émissions vendues 1987	Valeur des émissions vendues 1988*	Valeur des émissions vendues, 1989, (juillet 1989)
(en millions de dollars)			
TAP	28	23	0
CMP	239	234	83
NEF	-	8	0
MVP	57	26	-
NIM	260	270	50
First Ex	47	21	0
Middlefield	29	5,5	0
Mintax	15	3,5	0
Total	675	591	133

*Préliminaire

On peut se demander quelle est la répartition de ces fonds entre les grandes et petites sociétés d'exploration. Les grandes sociétés se partagent une part plus grande de financement qu'on pourrait prévoir. Dans les portefeuilles de NIM et de CMP, la répartition approximative des fonds destinés à l'exploration minière s'établit à 60 millions de dollars pour les grandes sociétés et à 50 millions pour les petites sociétés. Comme par le passé et pour être en mesure de répondre à la possibilité de rachats rapides des actions de fonds mutuels, NIM et CMP ont inclus dans leurs portefeuilles un grand nombre de sociétés dont le capital-actions est supérieur à 20 millions. Comme d'autres sociétés d'investissement à capital variable, CMP et NIM tentent de s'assurer qu'un nombre aussi grand que possible d'actions de sociétés constituant leurs portefeuilles puissent être liquidées de façon ordonnée pour faire face aux demandes éventuelles de rachat. C'est principalement pour cette raison que les fonds réservés aux petites sociétés par ces deux sociétés en commandite ne dépassent pas actuellement 50 millions.

Une estimation minimale du financement accreditif destiné aux petites sociétés d'exploration serait de 200 millions de dollars en 1989. Cette projection repose sur les hypothèses voulant que CMP et NIM réussissent à réunir au total 100 millions de fonds accreditifs en 1989 à l'aide d'émissions supplémentaires et que toutes les sources de financement accreditif autres que les sociétés en commandite réussissent également à recueillir 100 millions (au 1^{er} août 1989, quelque 66 millions devant servir à financer les travaux d'exploration des petites sociétés avaient déjà été réunis par placements privés directs). D'autre part, si on ajoute à cette estimation minimale des actions d'une valeur de 50 millions qui pourraient être émises par placements privés, les petites sociétés pourraient compter sur quelque 250 millions pour leurs travaux d'exploration en 1989. Ce dernier montant, l'estimation maximale d'EMR pour les petites sociétés pour 1989, repose également sur l'hypothèse que les investisseurs auront autant recours aux abris fiscaux à la fin de 1989 qu'ils l'ont fait au cours des années antérieures.

Pour ce qui est des grandes sociétés, le financement accreditif est tout aussi difficile à évaluer. La question qui se pose ici est de savoir quel volume supplémentaire de financement pourrait être requis d'ici la fin de 1989 par les grandes sociétés qui désiraient, et qui ont déjà reçu, des fonds accreditifs pour 1989. Il faut se demander également si CMP et NIM peuvent constituer d'autres portefeuilles viables si les grandes sociétés ne sont plus disposées à y avoir recours. Si CMP et NIM peuvent reconstituer au cours des mois à venir le genre de

portefeuilles établis au début de 1989, selon l'hypothèse de l'estimation minimale pour les petites sociétés, 60 autres millions de dollars seraient disponibles pour les grandes sociétés, ce qui totaliserait 120 millions de dollars.

Bien qu'EMR prévoit une estimation maximale et minimale de financement pour les petites sociétés d'exploration, il n'y a qu'une estimation de financement pour les grandes sociétés. La raison en est que, par le passé, les fonds réunis par les sociétés en commandite plus petites et les petits placements privés revenaient presque exclusivement aux petites sociétés. Par conséquent, aucun financement accréditif additionnel n'est actuellement prévu pour les grandes sociétés advenant que la possibilité de financement supplémentaire de 50 millions de dollars pour les petites sociétés d'exploration se concrétise au cours de 1989.

Quoi qu'il en soit, EMR prévoit une fourchette des montants possibles de financement accréditif pour 1989 et la répartition suivante entre les petites et grandes sociétés:

	Minimum (en millions de dollars)	Maximum
Montant réuni par les petites sociétés	200	250
Montant réuni par les grandes sociétés	<u>120</u>	<u>120</u>
Total	320	370

2. Perspectives de l'exploration en 1989 selon diverses sources

2.1 Introduction

La présente partie traite des projections concernant l'ensemble de l'exploration minière plutôt que du financement de l'exploration. Les sources statistiques courantes ainsi que d'autres sources décrites dans la présente partie ont servi à établir ces projections. La partie débute par le compte rendu des résultats d'une enquête effectuée par Statistique Canada afin de connaître les dépenses d'exploration que les sociétés minières avaient l'intention d'engager en 1989. Bien que ce soit le dernier sondage "complet" disponible, il comporte une grave lacune. Étant donné que ces prévisions ont été rassemblées en décembre 1988, le résultat de cette enquête annuelle est peu fiable parce que, entre autres, plusieurs mois se sont déjà écoulés depuis et que les circonstances ont considérablement changé. Par conséquent, EMR a tenté d'obtenir une

perspective plus à jour en effectuant sa propre enquête. EMR s'est limité aux grandes sociétés productrices, les moyens et le temps dont il disposait ne lui permettant pas d'entreprendre une enquête plus approfondie.

Une autre source d'information provient d'un modèle économétrique utilisé pour prévoir le montant total d'exploration et le montant d'exploration des grandes sociétés. Le modèle repose sur l'importante relation statistique qui existe entre les travaux d'exploration et le prix des métaux.

Finalement, les travaux récents de forage au diamant sont examinés dans le but de donner une idée de la tendance des travaux réels d'exploration physique.

2.2 Enquête de Statistique Canada sur les intentions pour 1989

Méthode

Le 31 octobre 1988, Statistique Canada a envoyé plus de 3 350 questionnaires à toutes les sociétés productrices et non productrices susceptibles d'effectuer de l'exploration minière au Canada. Il convient de souligner que plusieurs sociétés ont pu recevoir plus d'un questionnaire si elles oeuvrent dans plusieurs provinces. Le nombre de sociétés travaillant dans le secteur de l'exploration s'établirait plutôt à 1 000. Ces questionnaires demandaient aux sociétés leurs prévisions en matière de dépenses d'exploration pour l'année financière allant du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990.

Ces statistiques de dépenses d'exploration ont été compilées et publiées sous la classification "exploration générale" et "exploration à la mine". Les prévisions des dépenses d'exploration comprennent: les dépenses pour travaux physiques et levés sur le terrain; les dépenses foncières connexes; les frais généraux reliés aux travaux sur le terrain; et les dépenses du siège social imputables aux travaux d'exploration.

Résultats

D'après la publication annuelle de Statistique Canada "Dépenses d'exploration, de développement et d'immobilisations pour les mines et les puits de pétrole et de gaz naturel - Perspective 1989" (no 61-216 au catalogue), les dépenses totales d'exploration minière s'élèveront à 944 millions de dollars (total des dépenses d'"exploration générale" et d'"exploration à la mine").

Interprétation

L'enquête des intentions de Statistique Canada donne une bonne idée de la conjecture qui prévalait au sein de l'industrie à la fin de 1988 quant aux sommes qu'elle entendait consacrer à l'exploration en 1989. Cependant, les résultats de cette enquête ne sont pas un bon indicateur des travaux d'exploration qui seront exécutés en 1989, pour la simple raison que les sommes nécessaires pour concrétiser toutes ces intentions pourraient ne pas être disponibles. De plus, les intentions exprimées à la fin de 1988 ont pu être modifiées par des événements tels que la baisse du cours de l'or et d'autres facteurs d'ordre général ou propres à une société.

Au tableau 2 figurent les "intentions" ainsi que les dépenses "préliminaires" et "réelles" pour les travaux d'exploration à la mine et d'exploration générale de 1984 à 1989. Le tableau 2 révèle que les dépenses déclarées préliminaires et par après les dépenses réelles dépassent en général les intentions pour une même période. Ainsi au cours des dernières années, l'écart a été très prononcé. Par exemple, les intentions pour 1987 étaient inférieures de 42 % aux dépenses réelles.

Bien qu'il soit spéculatif de tirer des conclusions pour 1989 en se fondant sur des statistiques qui appartiennent au passé, la tendance des dépenses d'"exploration à la mine" de 1984 à 1988 permet de croire que ces dépenses pourraient atteindre entre 100 et 150 millions de dollars en 1989.

Au cours de 1984 à 1988, période où les dépenses "réelles" ont surpassé les "intentions" d'"exploration générale", il semble évident que le financement des travaux d'exploration, particulièrement le financement accreditif, devenait d'année en année plus abondant que ne l'avaient initialement prévu les sociétés. Cependant, on ne peut pas s'attendre à ce que cette tendance se poursuive en 1989 parce qu'une très forte réduction du financement par actions accreditives cette année paraît de plus en plus inévitable.

2.3 Exploration par les grandes sociétés en 1989 d'après l'enquête-échantillon d'EMR

Méthode

Pour augmenter l'exactitude de ses prévisions, EMR a entrepris, en 1988 et de nouveau en 1989, une enquête auprès de 16 des plus grandes sociétés minières du Canada. Ces sociétés exécutent près de 50 % des travaux d'exploration des grandes sociétés.

Tableau 2. Comparaison des intentions et des dépenses préliminaires et réelles d'exploration, 1984 à 1989

	<u>Intentions</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>Préliminaires</u>	<u>Réelles</u>
(en millions de dollars)			
<u>1984</u>			
Exploration à la mine	n.d.	158,6	136,4
Exploration générale	<u>n.d.</u>	<u>389,7</u>	<u>480,9</u>
Exploration totale	n.d.	548,3	617,3
<u>1989</u>			
Exploration à la mine	150,9	89,4	100,1
Exploration générale	<u>361,2</u>	<u>471,6</u>	<u>488,8</u>
Exploration totale	512,1	561,0	588,9
<u>1986</u>			
Exploration à la mine	87,5	110,2	108,6
Exploration générale	<u>431,2</u>	<u>483,6</u>	<u>589,3</u>
Exploration totale	518,7	593,8	697,9
<u>1987</u>			
Exploration à la mine	122,6	121,5	160,5
Exploration générale	<u>583,2</u>	<u>849,6</u>	<u>1048,1</u>
Exploration totale	705,8	971,1	1208,6
<u>1988</u>			
Exploration à la mine	154,7	138,7	n.d.
Exploration générale	<u>891,0</u>	<u>1107,9</u>	<u>n.d.</u>
Exploration totale	1045,7	1246,6	n.d.
<u>1989</u>			
Exploration à la mine	111,7	n.d.	n.d.
Exploration générale	<u>832,2</u>	<u>n.d.</u>	<u>n.d.</u>
Exploration totale	943,9	n.d.	n.d.

Source: Statistique Canada
n.d.: non disponible

Résultats

Les réponses obtenues par EMR révèlent que le montant des dépenses que les grandes sociétés entendent consacrer à l'exploration en 1989 sera sensiblement le même qu'en 1988. Ces sociétés, qui ont engagé quelque 194 millions de dollars en 1988, prévoient d'engager 190 millions en 1989.

L'enquête a de plus montré que, depuis 1987, ces grandes sociétés financent de plus en plus leurs travaux d'exploration au moyen de sources autres que les actions accréditives. Les montants totaux de financement accreditif de ces grandes sociétés ont graduellement diminué, passant de 129 millions de dollars en 1987 à 34 millions en 1988 et à un maigre 8 millions prévus pour 1989.

Interprétation

La constance des données pour les deux années visées par l'enquête renforce l'hypothèse que le volume des travaux d'exploration entrepris par l'ensemble des grandes sociétés minières se situe en 1989 au même niveau qu'en 1988, soit quelque 450 millions de dollars compte tenu de l'inflation. Les 16 sociétés interrogées représentent les plus grandes sociétés minières au Canada, et ce sont ces sociétés qui sont le moins susceptibles d'avoir recours au financement par actions accréditives lorsque l'exploitation minière est rentable.

Quelque 28 des 110 à 130 autres principaux producteurs de métaux et de minéraux ne faisant pas partie de l'enquête ont largement fait appel au financement par actions accréditives en 1987 et 1988. Ce groupe, essentiellement composé de petits producteurs, devrait en 1989 réunir la majeure partie des fonds accreditifs destinés aux grandes sociétés minières et, en fait, ce sont ces petits producteurs qui font partie des portefeuilles de CMP et NIM. (De plus amples détails à ce sujet ont déjà été fournis à la partie 1.)

2.4 Perspectives d'exploration d'après le prix des métaux

Méthode

Une analyse rétrospective des données de 1969 à 1988 révèle que les travaux d'exploration effectués au cours d'une année donnée peuvent être reliés aux prix des métaux de l'année antérieure. Cette constatation pourrait s'expliquer par le fait que les sociétés qui financent les travaux d'exploration traitent l'exploration comme un investissement dont le rendement escompté dépend des revenus anticipés de l'exploitation subséquente des gisements découverts. Les

revenus futurs anticipés sont influencés par les prévisions des prix futurs qui eux-mêmes dépendent des prix actuels. En outre, des prix plus élevés donnent lieu à une meilleure marge brute d'autofinancement provenant de l'exploitation et à plus de fonds disponibles pour l'exploration.

La figure 1 indique les prix mensuels moyens de l'or pour la période allant de janvier 1986 à avril 1989. Les prix de l'or sont importants en raison de la forte prédominance de ce métal dans les récents travaux d'exploration minière. La figure 1 révèle que le prix de l'or a augmenté d'environ 40 % entre le début de 1986 (345 \$ US l'once) et décembre 1987 (486 \$ US l'once). Depuis la fin de 1987, le prix de l'or est à la baisse et au 1^{er} août 1989, il se situait à 370 \$ US l'once. Ce phénomène semble avoir un certain effet sur les projets d'exploration aurifère et contribuer à la stagnation du marché des actions accréditives. D'autre part, la hausse des prix des métaux communs incite l'industrie minière à rechercher ces métaux. La tendance de l'indice global des prix des métaux, illustrée à la figure 2, témoigne de la vigueur de la récente reprise des prix des principaux métaux du Canada, malgré la pression à la baisse qu'a exercée le cours de l'or et de l'argent sur cet indice composé.

La figure 3 montre le lien qui existe entre les dépenses totales d'exploration décalées d'un an et l'indice des prix des métaux. Les variations des dépenses d'exploration tendent à dépendre des fluctuations des prix, car l'exploration est tributaire des budgets d'exploration qui sont généralement établis pendant l'année qui précède.

Au cours de 1985 à 1988, les petites sociétés minières ont pu profiter de plus en plus des actions accréditives, ce qui a eu pour effet de masquer quelque peu la corrélation entre les dépenses totales d'exploration et les prix des métaux.

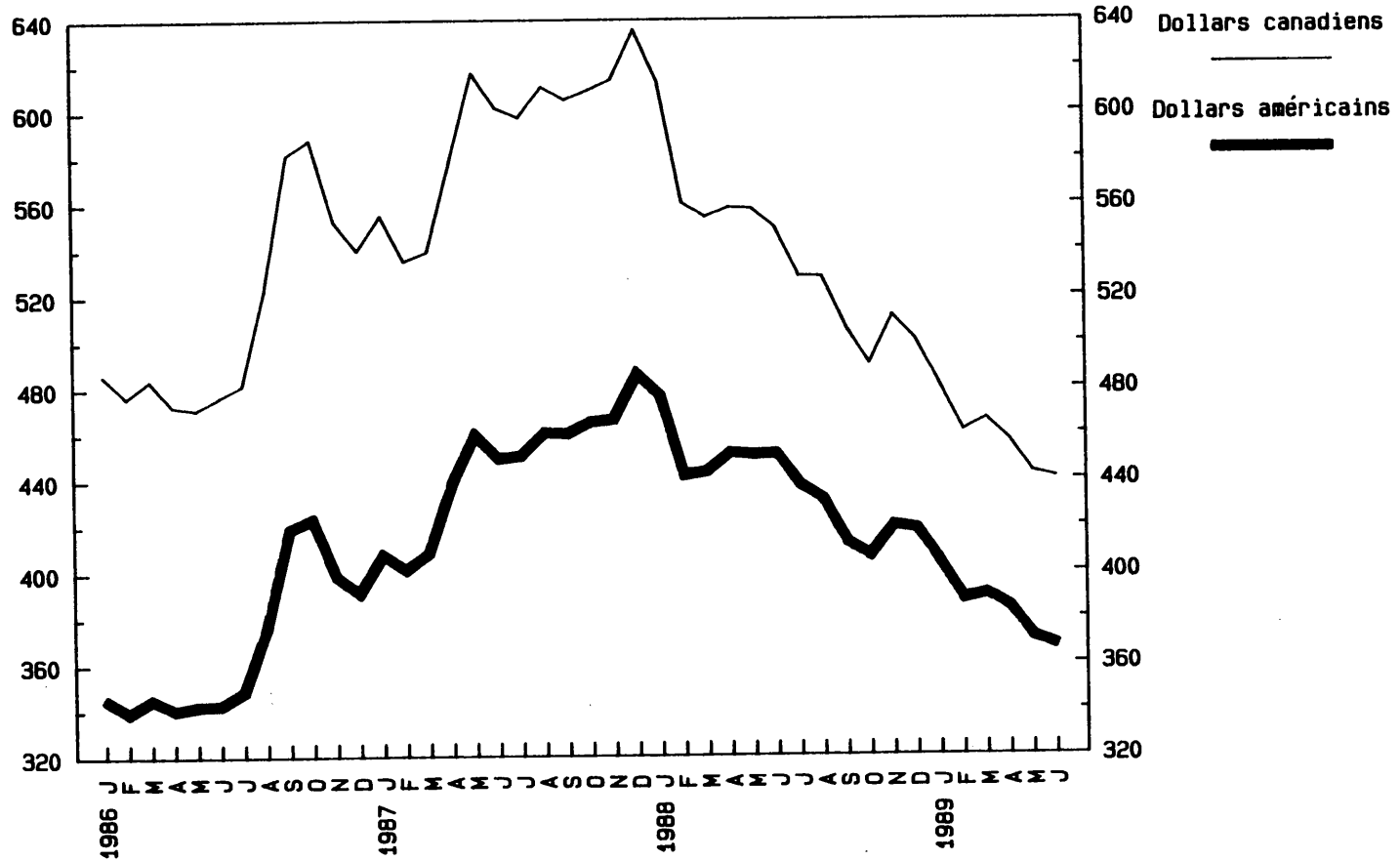
Résultats

Compte tenu du rapport entre l'exploration minière et les prix des métaux observé entre 1969 et 1988, EMR estime que les dépenses totales d'exploration pourraient s'élever à près de 845 millions de dollars. De plus, EMR a utilisé un modèle statistique pour déterminer les dépenses d'exploration des grandes sociétés. D'après les résultats des simulations, les dépenses d'exploration de ces sociétés atteindraient 630 millions en 1989. Par conséquent, sous cette optique, les dépenses d'exploration prévues pour les petites sociétés seraient de 215 millions (845 millions moins les 630 millions prévus pour les grandes sociétés).

Figure 1

PRIX MENSUELS MOYENS DE L'OR JANVIER 1986 À JUIN 1989

Dollars par once troy

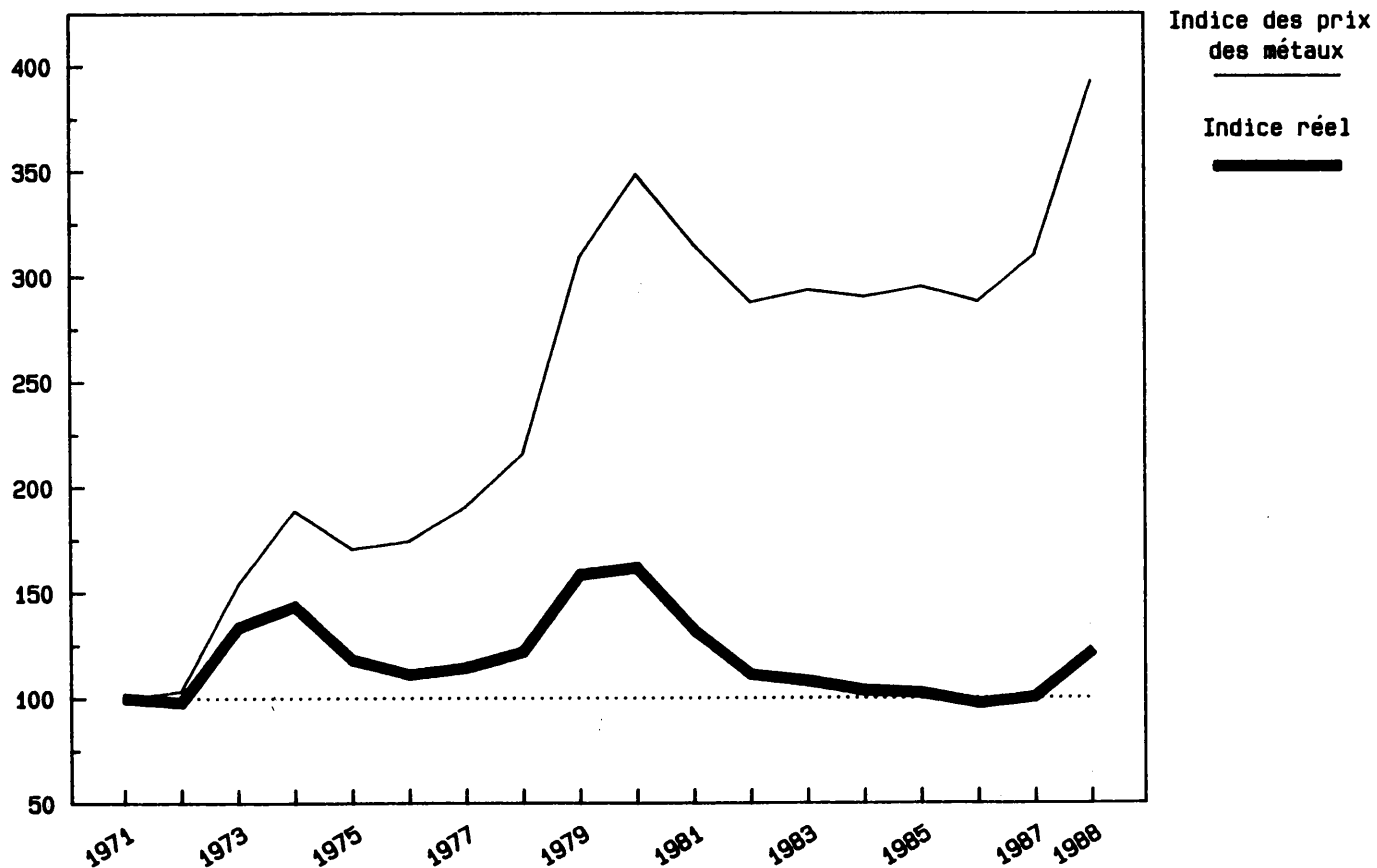


Source: Metals Week, Handy & Harman

Figure 2

INDICE DES PRIX DES MÉTAUX AU CANADA 1971 À 1988

Indice 1971=100



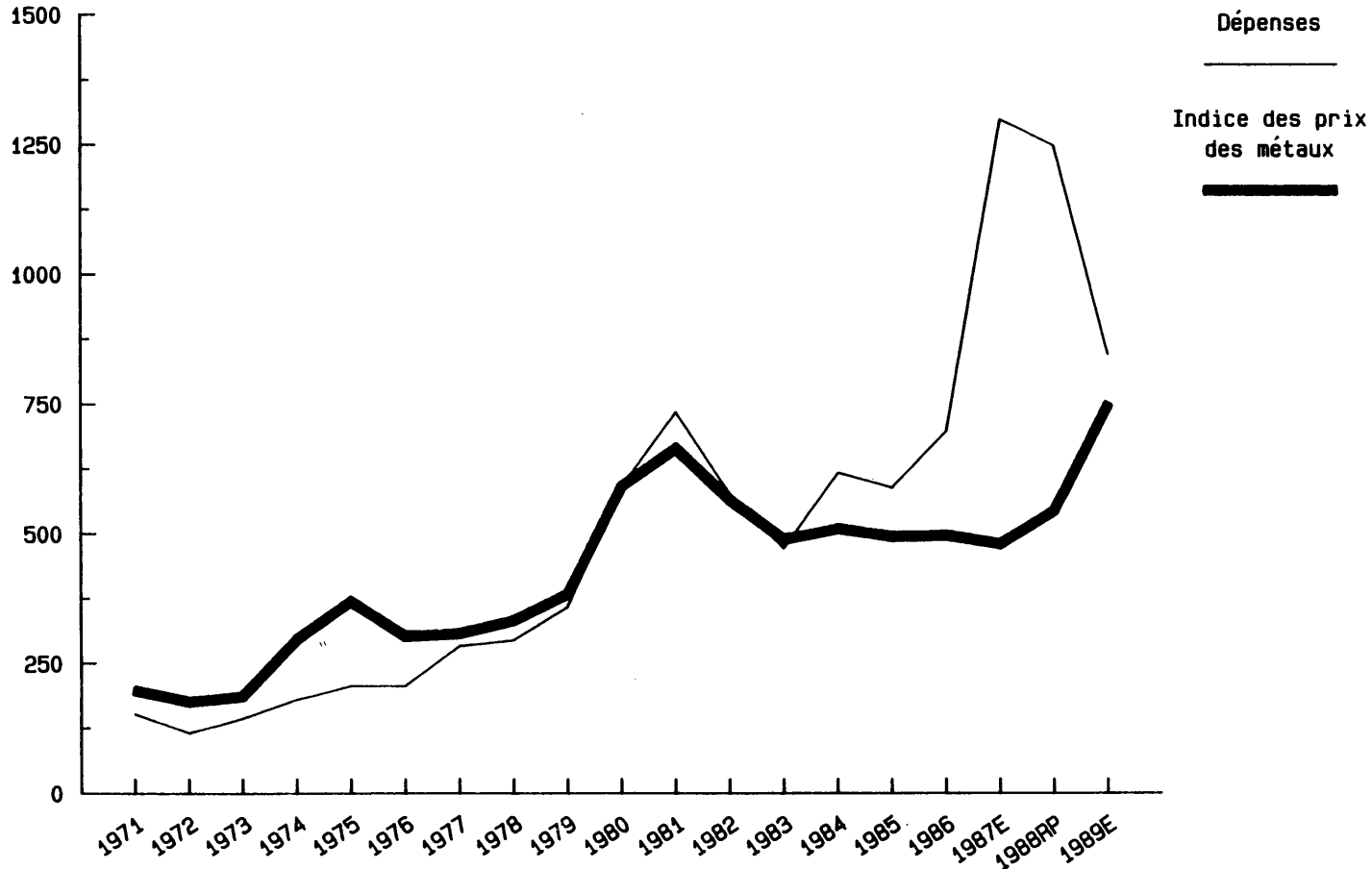
Source: Énergie, Mines et Ressources Canada
Nota: Indice des prix des métaux ajusté selon
le déflateur du PIB.

L'indice est pondéré selon la production de
cuivre, de plomb, de zinc, de nickel, d'argent,
d'or, d'uranium et de molybdène, excluant le fer.

Figure 3

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION ET PRIX DES MÉTAUX CANADIENS DÉCALÉS D'UNE ANNÉE 1971 À 1989

M\$/Indice des prix



Source: Statistique Canada pour les données sur l'exploration.
E=estimation par EMR. AP=réelles préliminaires selon
Statistique Canada.

Nota: L'indice des prix des métaux d'EMR exclut le fer.
Les dépenses d'exploration sont exprimées en valeurs
nominales et comprennent les frais généraux.

Interprétation

En raison d'un coefficient de corrélation très élevé, le modèle statistique permet très fortement de croire que les dépenses totales d'exploration en 1989 pourraient atteindre la projection de 845 millions. Les fluctuations des prix des métaux décalés d'une année semblent influencer fortement sur les dépenses d'exploration des grandes sociétés. Cependant, il faut se demander si cette relation est valable pour les petites sociétés, étant donné que leurs dépenses d'exploration sont principalement financées au moyen d'émission d'actions.

2.5 Travaux récents de forage au diamant

Un autre indicateur de la tendance des niveaux d'exploration nous est donné par l'analyse des récentes données sur le forage au diamant. La figure 4 illustre l'intensité des travaux de forage de surface et souterrain par trimestre pour la période allant de 1985 à 1988 ainsi que pour le premier semestre de 1989. Ces données ont été fournies par l'Association canadienne de forage au diamant (ACFD) qui assure à peu près 50 à 60 % de l'ensemble des travaux.

Les données de 1985 à 1987 montrent clairement que les travaux d'exploration étaient en hausse au cours de cette période. Cependant, ils ont connu une baisse durant le deuxième semestre de 1988 par rapport au premier semestre de la même année. Cette situation va à l'encontre de la tendance des trois années antérieures, où les travaux de forage au diamant étaient plus élevés durant le dernier semestre qu'au cours du premier. La baisse au deuxième semestre de 1988 confirme la perception générale que les travaux d'exploration ont commencé à ralentir en 1988 après avoir atteint un sommet à la fin de 1987. Malgré ce ralentissement, les dépenses totales d'exploration en 1988 ont néanmoins, dans l'ensemble, atteint un niveau assez élevé par rapport à d'autres années. En effet, le métrage atteint au premier semestre de 1989 est inférieur à celui de la période correspondante en 1987 et 1988 mais supérieur à celui de 1985 et 1986.

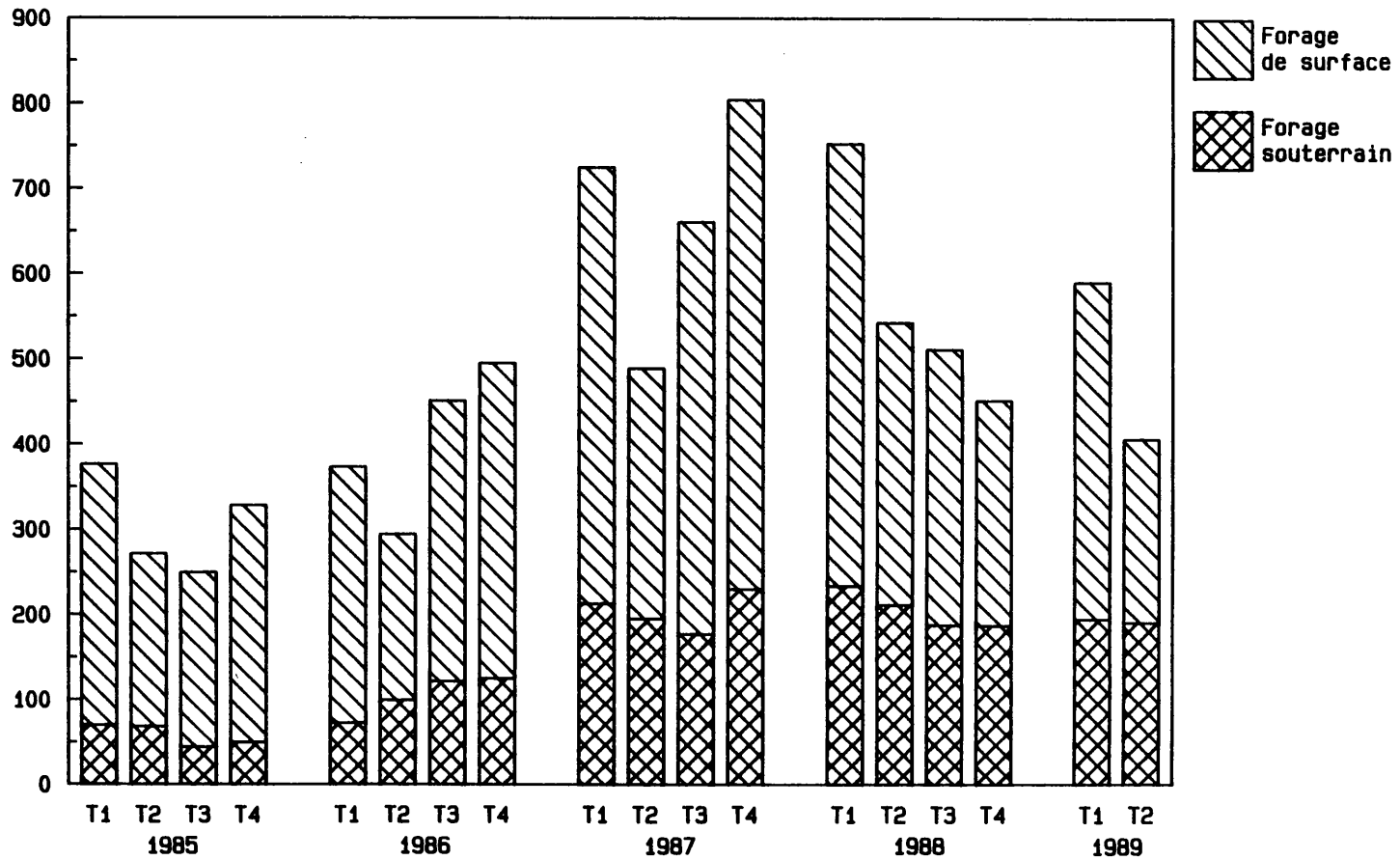
Il est intéressant de remarquer que les travaux de forage de surface au diamant ont fluctué beaucoup plus que les travaux de forage souterrain. On pourrait supposer que les projets de forage de surface sont rendus à une étape moins avancée et qu'ils sont beaucoup plus tributaires de la disponibilité relative du financement.

Le ralentissement des travaux de forage au cours des deux derniers trimestres de 1988 est fonction de la réduction du

Figure 4

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN PAR TRIMESTRE - 1985 À 1989

Milliers de mètres



Source: Canadian Diamond Drilling Association (CDDA)

Nota: Ces données fournies par les entrepreneurs de la CDDA englobent environ 50 à 60 % des travaux de forage.

financement pour les petites sociétés dont les travaux d'exploration dépendent beaucoup plus du financement accréditif que des prix des métaux. Durant le dernier semestre de 1988, le marché des actions accréditives s'est resserré à la suite de la baisse du prix de l'or et du cours des actions des petites sociétés minières.

3. Aperçu global des travaux d'exploration et du financement par actions accréditives en 1989

3.1 Introduction

Les prévisions qui suivent concernant le niveau des dépenses totales d'exploration et du financement accréditif pour 1989 s'inspirent des différentes sources de renseignements examinées dans le présent rapport.

3.2 Conclusion

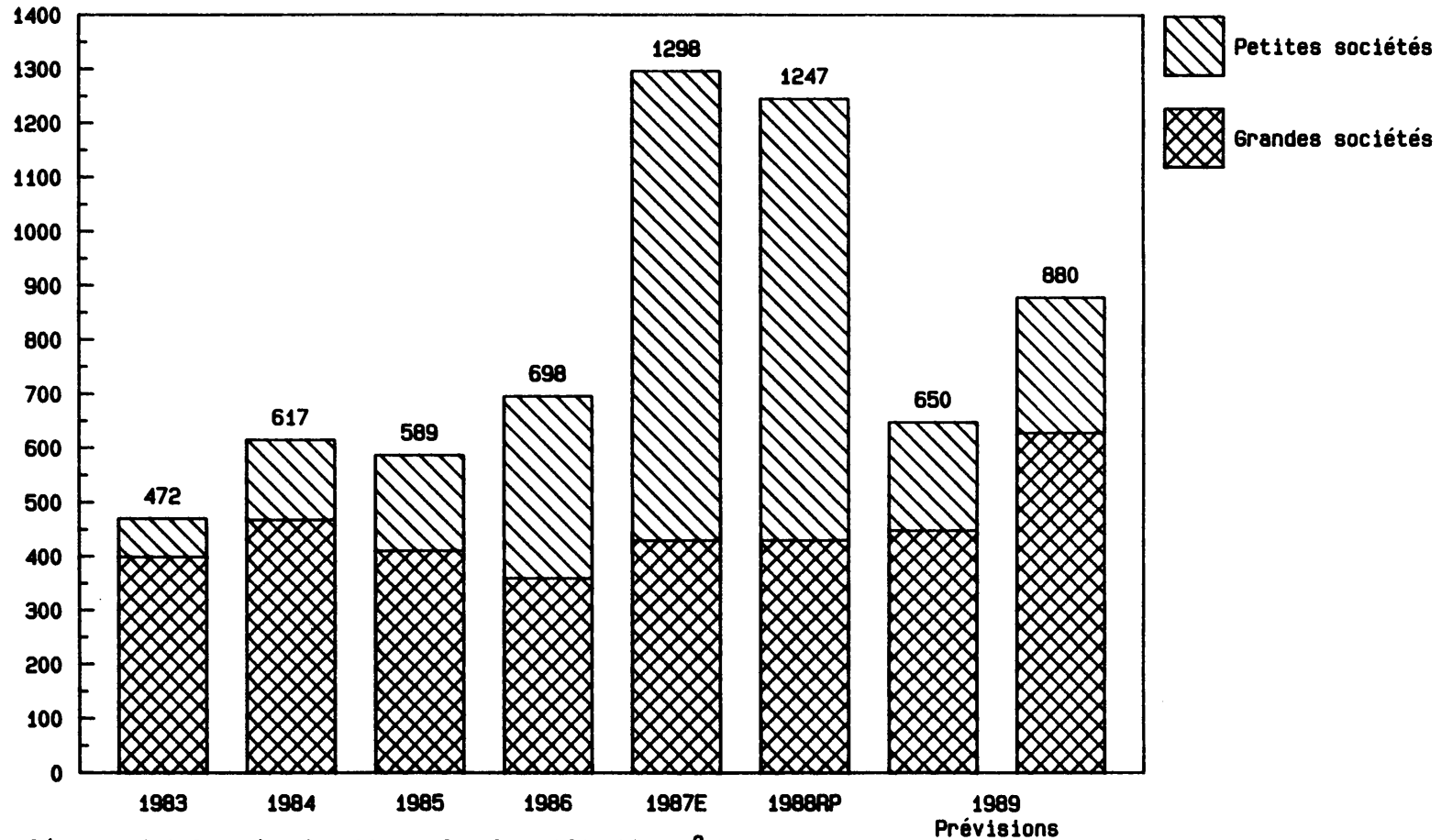
En supposant que les dépenses d'exploration atteindront entre 200 et 250 millions de dollars pour les petites sociétés minières et entre 450 et 630 millions pour les grandes sociétés minières, on s'attend à ce que les dépenses totales d'exploration atteignent entre 650 et 880 millions en 1989. Tout montant compris dans cette fourchette d'estimations représente une diminution appréciable par rapport aux sommets de 1,3 milliard de dollars atteint en 1987 et de 1,2 milliard de dollars enregistré en 1988. Cependant, si les dépenses d'exploration en 1989 devaient tomber dans la moitié supérieure de la fourchette d'estimations, les dépenses d'exploration dépasseraient encore tous les montants atteints depuis au moins 1969, à l'exception de 1980 et 1981, les deux années les plus fructueuses avant les deux années exceptionnelles de 1987 et 1988.

La figure 5 illustre la répartition des dépenses totales d'exploration entre les grandes et les petites sociétés de 1983 à 1988 et les prévisions actuelles pour 1989. Ces données donnent un aperçu des dépenses relatives que les grandes et les petites sociétés minières ont engagées dans l'exploration minière depuis 1983 et indiquent la fourchette des dépenses prévues en 1989. On y remarque que le pourcentage des travaux d'exploration effectués par les petites sociétés a constamment augmenté, passant de 13 % en 1983 à près des deux tiers en 1987 et en 1988. La forte réduction du financement accréditif prévue pour 1989 laisse présager une diminution substantielle des dépenses

Figure 5

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION 1983 À 1988 ET PRÉVISIONS ACTUELLES POUR 1989

Millions de dollars



Source: Dépenses totales d'exploration selon la publication n° 61-216 au catalogue de Statistique Canada pour les années 1983 à 1986 et 1988; E=estimation d'EMR à partir de l'enquête fédérale-provinciale sur les dépenses sur le terrain. RP=réel préliminaire. La répartition des dépenses entre les petites et les grandes sociétés a été établie par EMR. Les dépenses comprennent les frais généraux.

Prévisions
minimales et maximales

d'exploration des petites sociétés, dont la part des dépenses totales pourrait n'être que de 18 % environ.

PARTIE B. SITUATION RÉGIONALE

4.1 Introduction

La présente partie donne les observations des représentants provinciaux et territoriaux au sujet des récents travaux d'exploration ainsi que leurs perspectives pour 1989. Hormis quelques retouches, le point de vue des diverses régions est reproduit presque intégralement.

En résumé, la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec et le Yukon signalent que les dépenses d'exploration en 1989 accuseront une baisse marquée par rapport à 1988 en raison de la baisse du financement par actions accréditatives et du cours de l'or. Ces prévisions revêtent une importance particulière, étant donné que plus de 80 % des dépenses totales d'exploration minière au Canada au cours des trois dernières années ont été engagées dans ces trois provinces. Pour leur part, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse prévoient un léger fléchissement; par contre, une faible hausse est enregistrée au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve.

La plupart des observations confirment que les travaux d'exploration des dernières années ont été surtout axés sur la recherche de métaux précieux. Cependant, il s'est produit un regain d'intérêt à l'égard des métaux communs récemment. De plus, les travaux d'exploration en 1989 seront consacrés dans une proportion plus grande à des projets rendus à des étapes plus avancées.

4.2 Alberta

En l'absence de mines de métaux en exploitation et en raison de travaux d'exploration limités en Alberta, le secteur du pétrole et du gaz naturel représente le baromètre de l'influence du régime des actions accréditatives sur le niveau des travaux d'exploration. Pour ce secteur, il est évident que les dernières modifications fiscales ont réduit l'utilité du mécanisme des actions accréditatives, particulièrement pour les petites sociétés.

La politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement fédéral produit des répercussions directes sur les niveaux d'investissement dans le secteur minier, y compris l'industrie pétrolière. Cette politique déborde sur les taux de change en gonflant artificiellement la valeur du dollar canadien. L'effet des taux d'intérêt plus élevés sur les petites et moyennes sociétés pétrolières équivaut, si l'on compare le mois de janvier 1989 au mois de janvier 1988

à une baisse de 2 \$ du prix du baril de pétrole. De même, la surévaluation du taux de change, qui frappe toutes les sociétés pétrolières, correspond à une baisse supplémentaire de 2 \$ du prix du baril de pétrole. Par conséquent, l'effet combiné des taux d'intérêt élevés et de l'appréciation du dollar a plus que neutralisé la hausse du prix du pétrole, qui est passé de 16 \$ à 18-19 \$ le baril.

L'insensibilité persistante du gouvernement fédéral à l'égard des taux d'intérêt et des répercussions qu'ils ont sur le secteur minier, continuera de nuire aux travaux d'exploration et de mise en valeur.

4.3 Colombie-Britannique

Les données préliminaires des enquêtes fédérales-provinciales révèlent que les dépenses d'exploration sur le terrain en Colombie-Britannique ont dépassé 165 millions de dollars en 1988. Il s'agit d'une augmentation de 16% par rapport au montant total de 142,6 millions établi par EMR pour 1987. Plus de 80 % de cette somme ont été consacrés à la recherche de métaux précieux. Les dépenses totales d'exploration, y compris les dépenses sur le terrain, les frais d'administration et les dépenses foncières ainsi que les frais généraux et du siège social, se sont élevées à 195,2 millions de dollars en 1988. Plus de 60 % de ces dépenses ont été financées par actions accréditives, selon la Chambre des mines de la Colombie-Britannique et celle du Yukon.

Les niveaux d'exploration élevés des trois dernières années ont entraîné la présentation d'un nombre record de demandes d'approbation de mise en valeur de nouvelles mines.

Environ 40 projets sont actuellement étudiés dans le cadre du processus d'examen de la mise en valeur des mines, dont 32 visent des métaux précieux.

L'activité la plus intense se déroule dans le nord-ouest de la province, particulièrement aux environs des zones aurifères d'Iskut River et de Stewart, où plus de 40 millions ont été dépensés sur 55 propriétés dont 29 ont fait l'objet d'importants travaux d'exploration.

Les perspectives d'exploration pour 1989 s'annoncent cependant très mauvaises étant donné la faiblesse du financement accréditif et la chute du cours de l'or.

4.4 Manitoba

Les dépenses d'exploration minière ont été évaluées à 40 millions de dollars pour 1988, comparativement à des dépenses estimatives de 50 millions en 1987 et de 36 millions en 1986. On estime que le forage au diamant de surface a atteint 270 969 mètres en 1988, 278 537 mètres en 1987 et 175 583 mètres en 1986.

La superficie totale des claims inscrits au Manitoba en 1988 s'élevait à 341 722 hectares, soit une hausse de 61 % par rapport aux 212 139 hectares enregistrés en 1987. En 1986, la superficie était de 301 974 hectares. L'aliénation des droits miniers (qui comprennent les claims, les permis d'exploration et les baux) a totalisé 1 614 462 hectares, 1 708 971 hectares et 1 443 729 hectares à la fin de 1988, 1987 et 1986 respectivement. Aucune estimation n'a été établie pour 1989.

La forte prédominance de l'exploration de l'or s'est poursuivie au Manitoba en 1988. Cependant, parmi les 14 projets d'exploration les plus avancés, sept concernent des métaux communs, ce qui traduit la hausse importante des prix de ces métaux au cours des deux dernières années.

La recherche d'or et de métaux communs s'est concentrée dans les grandes ceintures de rocheverte des régions de Flin Flon - Snow Lake et de Lynn Lake, l'une des zones les plus explorées en 1988, et le sud-est du Manitoba. Les autres zones présentant de l'intérêt sont les ceintures de rocheverte d'Island Lake - Gods Lake et la région de Seal River, à l'ouest de Churchill. La recherche du nickel se poursuit principalement le long de la ceinture de Thompson et dans la région de Namew Lake, au sud de Flin Flon.

4.5 Nouveau-Brunswick

Une étude préliminaire des activités d'exploration révèle que les dépenses d'exploration pourraient en 1989 dépasser les 20 millions de dollars qui ont été engagés au Nouveau-Brunswick en 1988.

Au Nouveau-Brunswick, les travaux d'exploration continuent d'être largement axés sur l'or. Cependant, un regain d'intérêt se fait sentir à l'égard des gisements déjà connus de métaux communs et de la recherche de nouveaux gisements.

L'industrie minière sait pertinemment bien que la région de Bathurst-Newcastle, dans le nord du Nouveau-Brunswick, recèle un grand nombre de gisements de métaux communs, découverts principalement entre 1952 et 1975. Wedge,

Nigadoo, Brunswick n°6 et Heath Steele ont été exploités; Brunswick n°12 et Caribou le sont actuellement. Parmi les gisements plus prometteurs, mentionnons Restigouche, Halfmile Lake, Murray Brook et le gisement Captain North.

Les statistiques préliminaires foncières pour le premier semestre de 1989 révèlent une augmentation de 87 % du nombre de claims inscrits. Si la tendance des travaux d'exploration devait se poursuivre pour le reste de l'année, il se pourrait que les dépenses totales d'exploration dépassent les 20 millions et qu'un nouveau nombre record de claims soit enregistré.

4.6 Terre-Neuve et le Labrador

En 1988, les travaux d'exploration minière à Terre-Neuve se sont poursuivis au même rythme qu'au cours des dernières années. Des records ont été établis au chapitre du jalonnement des claims en règle, des dépenses d'exploration et du forage au diamant.

L'intérêt manifesté à l'égard de l'or est responsable de l'accroissement des travaux d'exploration au cours des dernières années. Cependant, l'intérêt relatif aux métaux communs et les dépenses afférentes ont également contribué grandement à cette hausse. Le secteur des minéraux industriels a connu un regain d'intérêt et a aussi contribué à l'intensification des travaux.

	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989*</u>
Claims jalonnés (x 1000)	4,5	11,0	15,1	14,6	22,1	26,2	11,8
Claims en règle (x 1000)	15,3	19,7	29,6	33,3	47,7	65,8	70,0
Dépenses d'exploration (en millions de dollars)	7,7	8,4	12,6	11,8	31,1	39,2p	n.d.
Forage au diamant (en milliers de mètres)	27,0	44,1	38,7	51,1	89,7	234,8	n.d.

* Statistiques pour le premier trimestre de 1989
n.d.: non disponible
p: préliminaire

Statistiques sur les claims jalonnés

Les statistiques de Terre-Neuve et du Labrador illustrent l'augmentation progressive du nombre de claims jalonnés et en règle de 1983 au 30 juin 1989. Les statistiques pour le premier semestre de 1989 révèlent que 11 829 claims ont été jalonnés et que 70 093 claims étaient en règle. Ces données laissent supposer que le nombre de claims jalonnés en 1989 sera légèrement inférieur ou égal à celui de 1988 et que le nombre de claims en règle continuera d'augmenter en 1989.

Forage au diamant

Les statistiques montrent une hausse marquée du nombre de mètres forés de 1986 à 1988. Avec la fermeture prochaine de Newfoundland Zinc Mines Ltd. et une diminution générale des travaux de forage dans la Province, les statistiques de forage pour 1989 seront inférieures, selon toute probabilité, au nombre record de 234 800 mètres forés en 1988 et pourraient s'établir au niveau de 1987.

Dépenses d'exploration

Les statistiques compilées par Terre-Neuve et le Labrador concernant les dépenses annuelles d'exploration et les dépenses d'exploration sur le terrain par catégorie de produits de base, illustrent la forte augmentation des dépenses d'exploration de 1986 à 1988. Les dépenses consacrées à la recherche des métaux communs se sont accrues considérablement en 1988 (soit d'environ 70 %). Les prévisions pour 1989 portent à croire que les dépenses totales d'exploration et les dépenses consacrées à la recherche de métaux communs devraient égaler ou dépasser légèrement les niveaux de 1988.

Sommaire

Les indicateurs classiques de l'exploration - claims jalonnés, claims en règle, dépenses d'exploration et forage au diamant - laissent supposer que les dépenses totales d'exploration devraient augmenter légèrement ou, tout au moins, demeurer égales aux dépenses de 1988. La tendance observée en 1988 concernant l'intensification de la recherche des métaux communs se poursuivra probablement en 1989.

4.7 Territoires du Nord-Ouest

La valeur totale des minéraux produits dans les Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) en 1988 a été estimée à 754 millions de dollars, cette production représentant

approximativement 76 % du produit territorial brut. En outre, l'industrie minière demeure le principal employeur du secteur privé et environ 2 000 personnes sont directement employées dans les mines en exploitation.

Six mines sont actuellement en exploitation:

<u>Mine</u>	<u>Métal</u>	<u>Société</u>
mine Giant	or	Giant Yellowknife Mines Limited
mine Con	or	Nerco Con Mine, Ltd.
mine Lupin	or	Echo Bay Mines Ltd.
mine Treminco	or	Treminco Resources Ltd.
mine Polaris	zinc, plomb	Cominco Mines Limited
mine Nanisivik	zinc, plomb	Mineral Resources International Limited

Treminco Resources Ltd. a officiellement ouvert son usine de traitement d'or sur la propriété Ptarmigan, près de Yellowknife. La société Giant Yellowknife Mines Limited a commencé la production à son usine de traitement de résidus à la mine Giant en 1988. Les travaux d'aménagement se poursuivent sur la propriété Colomac de la Neptune Resources Corp., située à 200 km au nord-ouest de Yellowknife, avec la construction d'une usine de traitement d'or d'une capacité de 10 000 tonnes par jour. Les collectivités de Neptune et de Dogrib ont signé un accord de principe assurant les habitants du Nord qu'ils bénéficieront du projet Colomac. La mine Pine Point a mis un terme à ses activités en 1988.

Selon la Chambre des mines des T. N.-O, les dépenses d'exploration se sont chiffrées à 112 millions en 1988. Les prévisions demeurent relativement élevées pour 1989 et devraient atteindre 83,8 millions. Les travaux d'exploration avancée se poursuivent, notamment la mise en valeur souterraine de la propriété d'or Tundra (Noranda Inc.-Total Energold Corporation), située à 300 km au nord de Yellowknife. Les études de faisabilité et les examens des repercussions environnementales continuent à la propriété d'uranium Kiggavik de la société Urangesellschaft Canada Limited, près de Baker Lake. Deux découvertes importantes de zinc-argent-plomb ont été faites dans la région du lac Sunrise, 100 km à l'ouest de Yellowknife, par les sociétés Ressources Aber Ltée - Hemisphere Development Corp. et Ark La Tex Industries Ltd. - Silver Hart Mines Ltd.

4.8 Nouvelle-Écosse

La Nouvelle-Écosse a pleinement participé à l'essor prodigieux qu'a connu le secteur de l'exploration de 1986 à 1988, tirant largement profit des dispositions fiscales alors existantes à l'égard des actions accréditatives. Au cours de ces trois années, les dépenses totales d'exploration ont été évaluées à environ 22, 45 et 40 millions de dollars respectivement, le métrage total de forage au diamant dans la Province atteignant 75 000, 215 000 et 105 000. Les chiffres de 1987 et 1988 représentent des records pour la Province et sont de beaucoup supérieurs à la moyenne nationale en proportion de son territoire.

En Nouvelle-Écosse, la présence de plus de 50 anciennes mines productrices d'or et de nombreuses zones propices où il a été possible d'obtenir très rapidement des indices impressionnants a constitué un facteur important qui a stimulé l'exploration. La capacité d'une petite société d'exploration d'Halifax de réunir, au début du cycle, de grandes sommes d'argent par voie d'actions accréditatives a également eu un effet déterminant, ce qui a incité d'autres sociétés à emboîter le pas.

Au fur et à mesure que les travaux d'exploration progressaient, il devenait évident que les résultats obtenus n'étaient pas suffisamment valables pour maintenir l'intérêt antérieurement manifesté pour certains projets et, en conséquence, il était raisonnable de s'attendre à un ralentissement à la fin du cycle d'exploration. Les sommets atteints par les marchés boursiers en octobre 1987 et le prix de l'or à la fin de 1987 ont coïncidé avec la dernière phase du cycle de l'exploration, ce qui a précipité et accentué la chute de façon imprévue. Même si le premier semestre de 1988 a été très marqué d'une activité intense (selon les estimations, quelque 95 000 des 105 000 mètres forés en 1988 l'ont été au cours de cette période), le ralentissement s'est prononcé par la suite, de plus en plus de projets étant mis de côté en raison des difficultés éprouvées à réunir des fonds. Bien qu'il y ait eu un regain d'intérêt pour la recherche de métaux communs en Nouvelle-Écosse, ces travaux d'exploration n'ont pas jusqu'à maintenant réussi à atténuer le ralentissement général. Entre la fin de 1988 et juin 1989, le rythme des travaux d'exploration a diminué davantage. Tout semble indiquer que les travaux d'exploration se poursuivront à un rythme modéré pour le reste de l'année et seront consacrés à la recherche des métaux communs, des minéraux industriels et du charbon ainsi que des métaux précieux.

4.9 Ontario

Le ministère du Développement du Nord et des Mines a commandité une enquête indépendante sur les dépenses d'exploration dans le Nord-Est ontarien. Le bureau régional est à l'origine de cette enquête, effectuée au cours de mai et juin 1989. Elle a porté sur la majeure partie des ceintures de roche-verte d'Abitibi et de Swayze, région minière bien établie où sont engagées de 35 à 40 % des dépenses d'exploration de la province. Les sociétés recensées comprennent des grandes et des petites sociétés productrices et d'exploration ainsi que des sociétés privées qui effectuent des travaux d'exploration. Les niveaux d'exploration sur le territoire visé sont considérés comme représentant assez bien la situation dans l'ensemble de la province.

Sur un total de 214 questionnaires envoyés aux sociétés jugées actives dans cette région au cours de trois dernières années, 90 (42 %) ont été complétés et 13 (6 %) ont été retournés sans avoir été ouverts. Les résultats de l'enquête se comparent favorablement (à 9 % près) aux chiffres annuels officiels du recensement de 1986 et 1987 figurant dans les divisions correspondantes pour le secteur minier. (Les chiffres du recensement des dépenses en 1988 ne sont pas disponibles.) L'uniformité de ces chiffres laisse croire que l'enquête a permis de recueillir un grand pourcentage des dépenses et donne une bonne crédibilité aux estimations de 1988 et 1989.

Résultats de l'enquête - région d'Abitibi - Swayze

<u>Année</u>	<u>Dépenses d'exploration</u>
1986	49 321 742 \$
1987	89 087 055 \$
1988	98 844 824 \$
1989	49 031 378 \$ (p)

(p) prévision

Les estimations de 89 et 99 millions de dollars reflètent les hauts niveaux d'exploration de 1987 et 1988. Les prévisions pour 1989, qui totalisent 49 millions, sont inférieures de 48 % à celles de 1988 et comparables au niveau enregistré en 1986. La chute de 48 % entre 1989 et 1988 est un minimum, parce qu'au moins 6 % des sociétés recensées qui étaient actives en 1988 se sont depuis ce temps installées ailleurs, et il est peu probable qu'elles maintiennent leurs dépenses d'exploration aux niveaux des années précédentes.

Le nombre de claims en règle en Ontario à la fin de mai de cette année se situait à environ 168 500, une baisse de 4 % par rapport au sommet de 175 600 atteint au milieu de 1988. Le nombre de claims a diminué graduellement depuis le mois d'août 1988. Bien que cette baisse soit relativement petite, la tendance est néanmoins significative, étant donné que le niveau actuel des claims en règle reflète plus fidèlement les travaux d'exploration remontant à au moins un an. Le nombre total de claims en règle en fin d'année a varié entre 128 000 et 171 000 de 1983 à 1988.

Les géologues résidents de la province signalent qu'une grande partie des travaux d'exploration effectués en 1989 par les grandes et petites sociétés productrices et d'exploration se sont concentrés sur des projets avancés d'exploration ou de mise en valeur. De plus, les programmes d'exploration préliminaire effectués par les grandes sociétés minières se maintiennent à un niveau sensiblement égal à celui de 1988.

Près de Sudbury, le projet Lindley de Falconbridge, évalué à 36 millions de dollars, illustre l'intérêt renouvelé pour la recherche de gisements de métaux communs. Les gisements de métaux communs représentent seulement 5 % environ des projets d'exploration préliminaire qui sont d'importance et à une étape avancée dans la province.

4.10 Île-du-Prince-Édouard

Aucuns travaux d'exploration n'ont eu lieu à l'île-du-Prince-Édouard depuis 1982. La principale raison de cet état de fait provient, bien sûr, de l'absence d'indices minéralisés connus.

4.11 Québec

Financement par actions accréditives

Le niveau de financement en 1988 n'a pas dépassé celui atteint en 1985, soit environ 155 millions. À ce jour en 1989, seulement 22 millions de placements en actions accréditives ont pu être relevés. La société Ressources CMP 1989 devrait dépenser 14 millions (sur un total de 59 millions pour l'ensemble du pays) et la société en commandite NIM 1989, environ 5 millions; le reste provient d'une levée de fonds publics par Mazarin Inc. (1 million) ainsi que par un certain nombre de petits placements privés.

L'an dernier, plus de 60 % du total de 154 millions avaient été réunis au 1^{er} semestre. Plusieurs offres avaient même

débuté en 1987. Cette année, la tendance à la baisse observée au 2^e semestre de 1988 semble non seulement se poursuivre mais s'accroître.

D'après les montants plus faibles que devraient réunir NIM et CMP au cours du 2^e semestre de 1989 et le nombre plus élevé de petits placements vers la fin de l'année, une somme de 50 millions au total est prévue pour l'année.

Dépenses d'exploration

Nos prévisions de financement faites l'an dernier à la même époque se sont avérées relativement justes (155 millions); par contre, les dépenses d'exploration hors chantier se sont chiffrées à 334 millions. Ce chiffre élevé est attribuable au fort volume de financement de 1987, dont une bonne partie a été dépensée en janvier et février 1988; de plus, les dépenses d'exploration sont calculées en fonction de l'exercice financier et non pas de l'année civile. En effet, près de la moitié des dépenses d'exploration des petites sociétés en 1988, soit 110,8 sur 229,6 millions, sont reliées à des sociétés dont l'exercice financier avait commencé en 1987. On peut donc supposer que ces sociétés ont obtenu leur financement en 1987 lorsqu'il était plus facile de le faire. On peut aussi conclure qu'en 1989 les dépenses d'exploration des petites sociétés traduiront plus fidèlement les difficultés de financement observées l'année dernière, du moins pour les dépenses engagées en janvier et février 1989.

Cette situation a d'abord été confirmée par les résultats de l'enquête préliminaire effectuée à l'automne 1988 (voir le tableau 3). Ces données montrent une baisse importante des dépenses projetées par les petites sociétés en 1989 par rapport à 1988, soit de 230 à 118 millions; ces prévisions de dépenses étaient alors conditionnelles à l'obtention d'un financement qui, dans plusieurs cas, n'a pu jusqu'à maintenant se concrétiser. Les dépenses projetées par les grandes sociétés en 1989 sont elles aussi inférieures à 1988; elles passent en effet de 90 à 66 millions. Par les années passées, toutefois, les données préliminaires ont été inférieures aux données réelles, l'écart étant d'autant plus grand que le financement par actions accréditatives était élevé et à la hausse. Il est donc fort probable que les données de 1989 diffèrent peu des prévisions, le financement par actions accréditatives étant faible et à la baisse.

En juin 1989, le MER-Mines a procédé à un sondage auprès d'une quarantaine de sociétés afin de mettre à jour les données préliminaires recueillies à l'automne 1988. Les répondants ont engagé en 1988 près de 50% des dépenses

d'exploration hors chantier; cette proportion grimpe à 65% pour les données préliminaires de 1989.

Les résultats de ce sondage figurent au tableau 4. Par rapport aux prévisions de l'automne dernier, les grandes sociétés ont révisé à la baisse leurs budgets d'exploration de 32 %, et les petites sociétés, de 44 %.

On peut alors faire diverses hypothèses pour extrapoler les résultats du sondage afin d'obtenir une estimation des dépenses totales d'exploration pour 1989.

Faisons d'abord l'hypothèse (montrée au tableau suivant sous 1989-1) que les sociétés qui n'ont pas été recensées dans le sondage de juin 1989 révisent leurs budgets d'exploration de la même façon que celles qui l'ont été. Il s'agit du scénario qui paraît le plus plausible et qui correspond d'ailleurs à la baisse observée du financement. On obtient alors un total de 125 millions en dépenses d'exploration hors chantier, dont 45 millions proviennent des grandes sociétés. Il est douteux qu'une ou deux découvertes importantes aient un effet d'entraînement significatif à court terme, sauf pour quelques grandes sociétés; l'effet se fera plutôt sentir sur les dépenses engagées au début de 1990.

On peut aussi faire l'hypothèse (voir 1989-2) que les sociétés non recensées réaliseront les prévisions de dépenses faites à l'enquête de l'automne 1988. Ce scénario n'est pas plausible pour les petites sociétés, puisque celles qui ont été recensées en juin 1989 sont parmi les plus susceptibles d'obtenir un financement.

Dépenses d'exploration hors chantier
(en millions de dollars)

	1987	1988	1989-1	1989-2
1. MER-Mines et Soquem	12,1	14,7	13,2	13,2
2. Grandes sociétés	110,8	89,6	45,3	51,5
3. Petites sociétés	285,4	229,6	66,1	87,3
Total	408,3	334,0	124,6	152,0

4.12 Saskatchewan

La Saskatchewan procède, au moyen d'entrevues téléphoniques effectuées par le bureau des géologues résidents, à une enquête annuelle des dépenses d'exploration auprès des sociétés d'exploration minière et des groupes de prospecteurs. En janvier et février de chaque année, la

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'EXPLORATION
HORS CHANTIER PAR CATÉGORIE DE SOCIÉTÉS

(en millions de dollars)

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989*</u>
1. MER-Mines et SOQUEM	12,1	14,7	11,2
2. Grandes sociétés	110,8	89,6	66,3
3. Petites sociétés	285,4	229,6	117,6
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total	408,3	334,0	195,1

* Prévion préliminaire découlant de l'enquête faite à l'automne 1988.

TABLEAU 4

RÉSULTATS DU SONDAGE DE JUIN 1989
ET DONNÉES COMPARATIVES

(en millions de dollars)

	<u>1988</u>	<u>1989</u>	
		<u>Enquête de l'automne 1988</u>	<u>Sondage de juin 1989</u>
1. MER-Mines et SOQUEM	14,7	11,2	13,2
2. Grandes sociétés	62,5	46,7	31,9
3. Petites sociétés	85,3	69,1	38,8
Total de l'échantillon	162,5	127,0	83,9
TOTAL	334,0	195,1	125-150

Province demande aux sociétés de lui fournir une estimation de leur budget pour l'année en cours, réparti selon le produit de base recherché et selon la zone d'exploration. Cet exercice permet d'établir les estimations préliminaires de l'année en cours en plus d'obtenir leurs dépenses réelles de l'année précédente.

Bien qu'il y ait quelque 350 détenteurs inscrits de propriétés minières dans la province, seulement entre 80 et 100 sociétés financent des travaux d'exploration et font l'objet de l'enquête. Nous croyons que les estimations sont exactes à 10 % près. Cependant, à cause de la brièveté du cycle du financement accreditif, les budgets peuvent varier considérablement au cours d'une année, particulièrement les budgets consacrés à l'exploration des métaux précieux. En conséquence, les dépenses réelles ont habituellement excédé les estimations préliminaires au cours des dernières années.

Les dépenses réelles pour la période allant de 1984 à 1988 ainsi qu'une estimation pour 1989 figurent ci-dessous. Les dépenses totales pour la période 1984 à 1987 obtenues au moyen de l'enquête fédérale-provinciale sur les dépenses sur le terrain y sont également données pour fins de comparaison.

Dépenses d'exploration - Enquête des géologues résidents
(en millions de dollars CAN)

	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989(est)</u>
Métaux précieux	6	7	18	48	55	31
Métaux communs	4	3	2	3	6	5
Uranium	22	19	22	18	44(1)	50(1)
Total (géol. rés.)	32	29	42	69	105	86
Total (féd.-prov.)	32,7	39,4	36,8	63,5	s.o.	s.o.

(1) comprend la mise en valeur souterraine à Cigar Lake et les mines d'essais d'uranium Midwest.
s.o.: sans objet

Hormis l'écart important pour l'année 1985 (29 millions de dollars selon le sondage provincial par rapport à 39,4 millions de dollars selon l'enquête fédérale-provinciale), les résultats de ces deux enquêtes concordent assez bien. Une certaine différence est à prévoir en raison des écarts dans la façon de transmettre les données et du taux de

réponse généralement plus élevée du sondage provincial.

Les estimations préliminaires d'exploration de métaux précieux en 1989 révèlent une baisse considérable par rapport aux niveaux records établis en 1987 et 1988, années où les dépenses d'exploration pour les métaux communs et l'uranium se sont maintenues. Lorsque le coût des essais est soustrait des dépenses totales consacrées à l'uranium pour les années 1988 et 1989, le solde est de l'ordre de 17 à 20 millions de dollars, montant qui se compare aux montants des années antérieures. Le niveau des travaux d'exploration préliminaire d'uranium est demeuré relativement constant et n'est influencé ni par les fonds accreditifs disponibles, ni par les prix des produits de base. Ceci reflète le caractère à long terme des travaux d'exploration d'uranium, qui sont entrepris presque exclusivement par des sociétés financées par les producteurs d'électricité et les gouvernements.

Il est probable que l'enquête de 1989 sur les dépenses réelles comprendra une nouvelle catégorie: "les diamants".

En effet, une découverte de kimberlite près de Prince Albert, par la société Monopros Limited à la fin de 1988, a provoqué une montée en flèche du jalonnement et plusieurs projets d'exploration sont en cours. Ces travaux ne sont pas inclus dans les estimations préliminaires de 1989. Au milieu de l'été 1989, environ 400 000 hectares avaient été jalonnés et 4,8 millions de dollars y seront affectés au cours des deux prochaines années. Il est probable que ce montant soit supérieur si d'autres gisements de kimberlite sont découverts.

4.13 Yukon

Les représentants de l'industrie croient qu'en raison des difficultés de financement, les petites sociétés d'exploration réduiront considérablement, jusqu'à 50 %, leurs dépenses d'exploration au Yukon en 1989.

PARTIE C. ANALYSE RETROSPECTIVE DES TRAVAUX D'EXPLORATION MINIÈRE

5.1 Introduction

La présente partie brosse un tableau rétrospectif des niveaux d'exploration minière et donne également la répartition des dépenses d'exploration par région, par produit de base et par catégorie de sociétés.

5.2 Niveau d'exploration

La figure 6 illustre la répartition des dépenses annuelles d'exploration minière au Canada entre les petites et les grandes sociétés de 1969 à 1988, exprimées en dollars constants de 1988. Les hausses enregistrées depuis 1983 traduisent l'essor prodigieux des petites sociétés et la disponibilité du financement accreditif. En 1987, les petites sociétés réalisaient plus des deux tiers des travaux d'exploration au Canada.

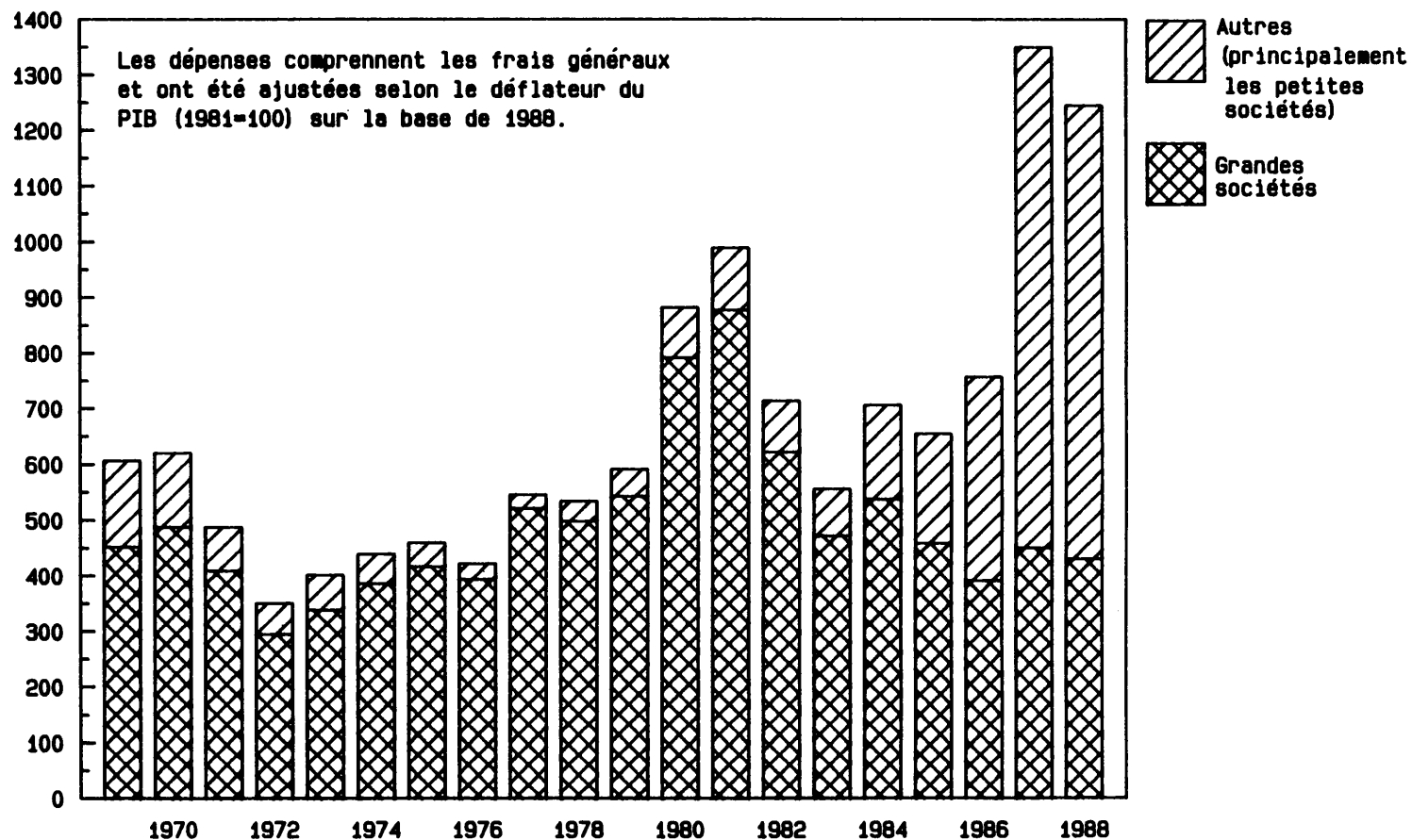
Depuis 1983, comme l'explique la partie 2.4, l'évolution des dépenses d'exploration a suivi de près l'évolution des prix des métaux. Par exemple, pendant la période d'escalade des prix des métaux de 1978 à 1980, les dépenses ont augmenté de 65 %, puis ont diminué de 19 % en 1980-1982, période où les prix des métaux ont régressé. Cependant, la hausse la plus récente des dépenses d'exploration, qui a commencé en 1984, n'a pas suivi une hausse des prix des métaux mais a plutôt été influencée fortement par la croissance du financement par actions accreditives.

Le volume de forage au diamant de surface et souterrain constitue une autre mesure des travaux d'exploration. Les travaux de forage, à l'instar des dépenses d'exploration, ont suivi de près les prix des métaux. La figure 7 illustre les travaux de forage de surface et souterrain à façon de 1973 à 1987 et met en relief l'accroissement spectaculaire des travaux d'exploration depuis 1985. Les données de Statistique Canada reproduites à la figure 7 donnent un tableau plus détaillé de l'industrie du forage que les données de l'Association canadienne de forage au diamant (ACFD) qui figurent à la partie 2.5. Bien que les deux sources donnent des résultats totaux différents, les mêmes tendances sont observables (voir la figure 4). Les données de l'ACFD sont les plus récentes (juin 1989), alors que les données les plus récentes de Statistique Canada se rapportent à 1987.

Figure 6

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE LES PETITES ET LES GRANDES SOCIÉTÉS 1969 À 1988

Millions de dollars de 1988

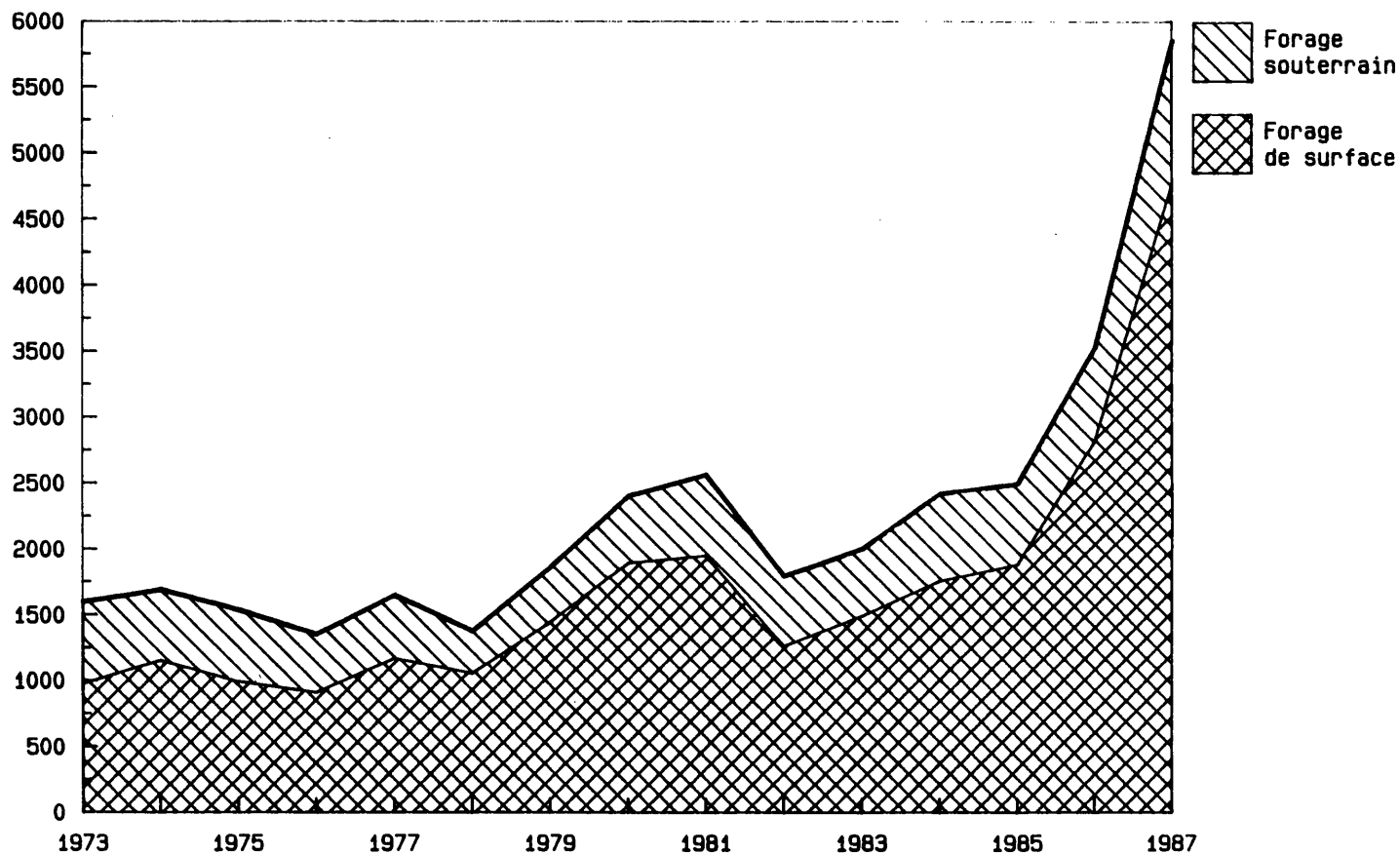


Source: Les dépenses ont été estimées par EMR à partir des réponses aux questionnaires de Statistique Canada remplis pour les publications n^{os} 61-007 et 61-216. La valeur totale pour 1988 est une donnée réelle préliminaire de Statistique Canada.

Figure 7

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN TRAVAUX DE FORAGE AU DIAMANT PAR ANNÉE - 1973 À 1987

Milliers de mètres



Source: Publication n^o 26-201 au catalogue de Statistique Canada
Nota: Les données réfèrent au code CIS 0921. 1987 est la dernière
année pour laquelle les données sont disponibles.

Les travaux de forage en 1987, soit quelque 5,9 millions de mètres forés, étaient près de quatre fois supérieurs au niveau de 1973. Ils représentent également un accroissement marqué par rapport aux quelque 2,5 millions de mètres forés en 1985. Il convient de remarquer que l'évolution des données sur le forage coïncide avec l'évolution des dépenses totales d'exploration au cours de la période allant de 1973 à 1987. De plus, les données sur le forage au diamant révèlent que le forage de surface a pris de l'ampleur et représente une proportion de plus en plus importante des travaux de forage.

5.3 Travaux d'exploration par région

Des travaux d'exploration minière sont effectués dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada sauf, normalement, à l'île-du-Prince-Édouard. Le Québec, la Colombie-Britannique et l'Ontario sont toujours arrivés les premiers. Le tableau 5 illustre les dépenses nominales d'exploration minière au Canada par région et province entre 1984 et 1987. Le tableau 6 montre la répartition en pourcentage de ces mêmes dépenses d'exploration minière pour la même période. Ces données sont tirées de l'enquête fédérale-provinciale sur l'exploration menée par EMR, le Québec, l'Ontario, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et la Colombie-Britannique.

Bien que toutes les régions du Canada aient enregistré un accroissement des dépenses d'exploration entre 1984 et 1987, la répartition des dépenses s'est quelque peu modifiée. En 1987, près de 37 % des dépenses d'exploration au Canada étaient engagées au Québec, comparativement à 29 % en 1984. Par contre, la part des dépenses totales d'exploration en Ontario, est passée de 18 % en 1984 à environ 27 % en 1987. Alors que la région de l'Atlantique a légèrement augmenté sa part des dépenses totales d'exploration, toutes les autres régions ont accusé un recul de leur part relative. Par exemple, pour les Prairies, elle est passée d'environ 18 % en 1985 à 7 % approximativement en 1987. Pour la Colombie-Britannique, elle a diminué de 1984 à 1986, puis augmenté à environ 13 % en 1987, de 10 % qu'elle était en 1986. La part des Territoires a baissé à moins de 8 % en 1987 alors qu'elle se situait à 11 % en 1984 et à 14 % en 1985.

5.4 Dépenses d'exploration par catégorie de sociétés

La figure 8 illustre les dépenses d'exploration de 1985 à 1987, par diverses catégories de sociétés, de façon plus détaillée que selon la simple répartition entre les grandes et petites sociétés. Les données révèlent qu'au cours de

Tableau 5. Dépenses d'exploration minière au Canada par région et province

(en millions de dollars nominaux)

	1984		1985		1986		1987	
	par région	par province	par région	par province	par région	par province	par région	par province
COLOMBIE-BRITANNIQUE	89,3	89,3	73,0	73,0	63,1	63,1	142,6	142,6
ONTARIO	80,5	80,5	93,2	93,2	136,8	136,8	308,1	308,1
QUÉBEC	127,6	127,6	135,2	135,2	241,4	241,4	415,5	415,5
Alberta		5,9		14,7		3,0		2,5
Saskatchewan		32,7		39,4		36,8		63,5
Manitoba		26,2		33,7		26,3		40,0
TOTAL PRAIRIES	64,8		87,8		66,1		106,0	
Nouveau-Brunswick		10,9		12,1		10,8		9,1
Nouvelle-Écosse		6,8		7,8		17,2		41,6
Terre-Neuve		8,2		11,9		12,3		27,7
TOTAL ATLANTIQUE	25,9		31,8		40,3		78,4	
Yukon		18,5		22,7		27,9		29,0
Territoires du Nord-Ouest		31,2		46,8		35,8		59,0
TOTAL TERRITOIRES	49,7		69,5		63,7		88,0	
TOTAL CANADA	<u>437,8</u>	<u>437,8</u>	<u>490,5</u>	<u>490,5</u>	<u>611,4</u>	<u>611,4</u>	<u>1 138,7</u>	<u>1 138,7</u>

Sources: Enquête fédérale-provinciale sur les dépenses sur le terrain

Comme la C.-B. n'a pas participé à l'enquête avant 1985, le chiffre de cette province pour 1984 provient de la publication no 61-216 de Statistique Canada.

Nota: Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

Tableau 6. Répartition des dépenses d'exploration minière par région et province

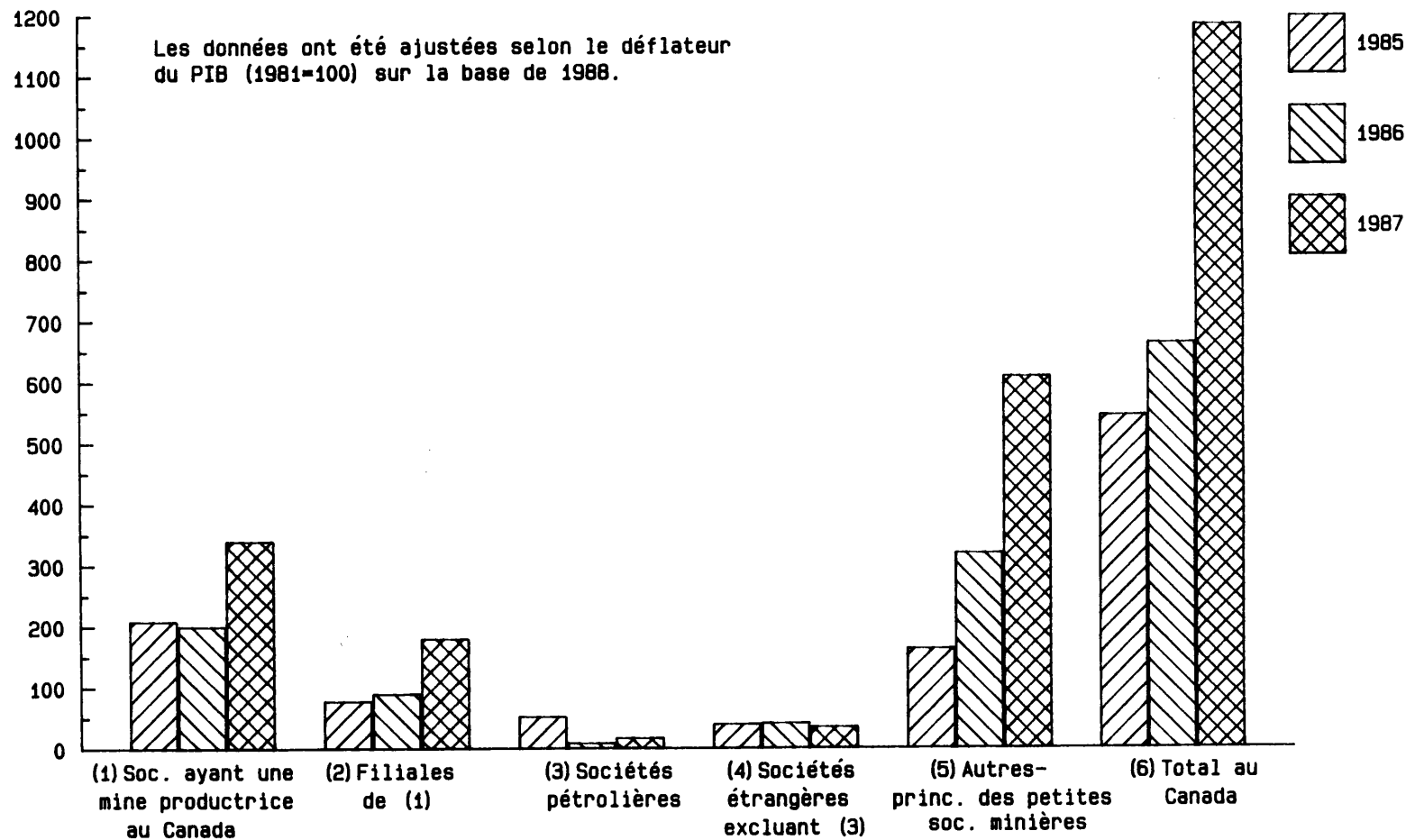
	(en pourcentage)							
	1984		1985		1986		1987	
	par région	par province	par région	par province	par région	par province	par région	par province
COLOMBIE-BRITANNIQUE	20,4	20,4	14,9	14,9	10,3	10,3	12,5	12,5
ONTARIO	18,4	18,4	19,0	19,0	22,4	22,4	27,1	27,1
QUÉBEC	29,2	29,2	27,6	17,6	39,5	39,5	36,5	36,5
Alberta		1,3		3,0		0,5		0,2
Saskatchewan		7,5		8,0		6,0		5,6
Manitoba		6,0		6,9		4,3		3,5
TOTAL PRAIRIES	14,8		17,9		10,8		9,3	
Nouveau-Brunswick		2,5		2,5		1,8		0,8
Nouvelle-Écosse		1,6		1,6		2,8		3,7
Terre-Neuve		1,9		2,4		2,0		2,4
TOTAL ATLANTIQUE	5,9		6,5		6,6		6,9	
Yukon		4,2		4,6		4,6		2,5
Territoires du Nord-Ouest		7,1		9,6		5,8		5,2
TOTAL TERRITOIRES	11,3		14,2		10,4		7,7	
TOTAL CANADA	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>

Source: Voir tableau 5

Figure 8

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION AU CANADA SELON LA CATÉGORIE DE SOCIÉTÉS 1985 À 1987

Millions de dollars de 1988



Source: Enquête fédérale-provinciale sur les dépenses sur le terrain.

Nota: Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

cette période, toutes les sociétés, sauf les pétrolières et les étrangères, ont accru leurs dépenses d'exploration. Les sociétés pétrolières ont réduit de plus de 60 % leurs travaux d'exploration de minéraux non pétrolifères au cours de cette période.

Les petites sociétés qui, en 1983, effectuaient environ 15 % des dépenses d'exploration, ont gagné en importance à un point tel qu'en 1987 leur part des dépenses totales était estimée à plus des deux tiers. Leur part relative des dépenses d'exploration a donc quadruplé. Qui plus est, il est remarquable de constater que les dépenses en termes absolus des petites sociétés sont passées d'environ 71 millions de dollars en 1983 à près d'un milliard en 1987.

5.5 Dépenses d'exploration par catégorie de produits de base

La figure 9 montre la répartition des dépenses totales d'exploration au Canada selon les produits recherchés et l'évolution de cette répartition entre 1985 et 1987. En 1987, 84 % des dépenses au Canada étaient consacrées à la recherche de métaux précieux, surtout l'or, 11 % aux métaux communs, 2 % à l'uranium et 3 % aux autres métaux et minéraux, y compris le charbon.

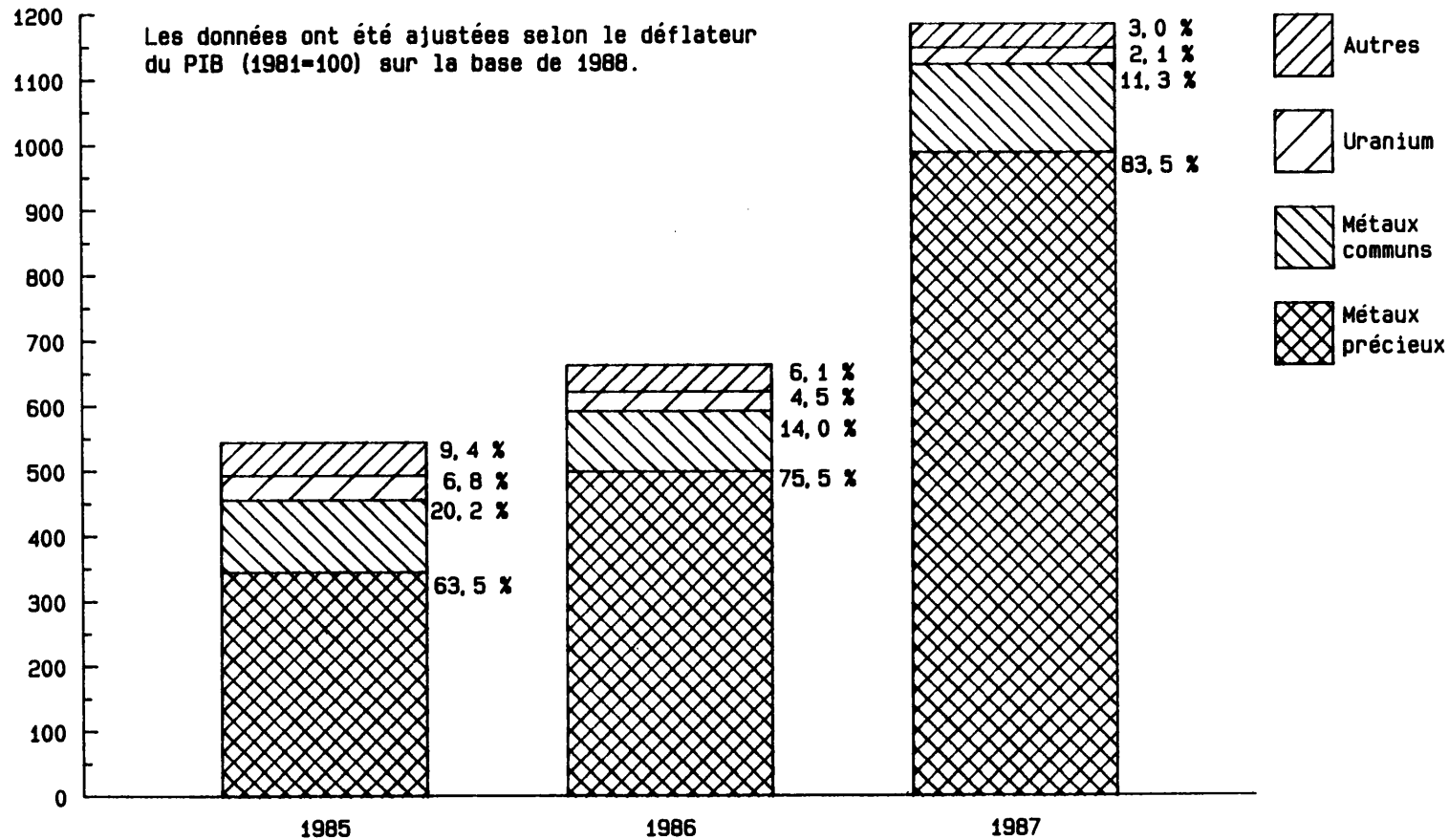
La répartition des dépenses d'exploration par produits recherchés en 1987 traduit la tendance des dernières années visant l'accroissement de la recherche de l'or et des autres métaux précieux ainsi qu'un intérêt mitigé pour les métaux communs, l'uranium et les autres métaux. Cependant, en valeur absolue, les dépenses d'exploration consacrées à la recherche de métaux communs ont augmenté en 1987 par rapport à 1986.

Les données pour 1988 ne sont pas encore disponibles. Cependant, les représentants de l'industrie soutiennent qu'il s'est produit un regain d'intérêt à l'égard de la recherche de métaux communs, et que les données de 1988 traduiront ce phénomène lorsqu'elles seront disponibles.

Figure 9

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION AU CANADA RÉPARTITION SELON LES PRODUITS DE BASE 1985 À 1987

Millions de dollars de 1988



Source: Enquête fédérale-provinciale sur les dépenses sur le terrain.

Nota: Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

PARTIE D. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES, 1983 À 1988

La figure 10 illustre la popularité grandissante des actions accréditatives comme source de financement de l'exploration. Les fonds réunis au moyen d'actions accréditatives ont augmenté de façon spectaculaire pour atteindre 1 183 millions de dollars en 1987 contre 34 millions en 1983. On estime actuellement à 850 millions le montant des fonds réunis en 1988, mais le total des données détaillées de financement par société ne se chiffre qu'à 744 millions.

La proportion des dépenses d'exploration financées par actions accréditatives est passée d'environ 7 % en 1983 à un peu plus de 90 % en 1987. En comparaison, la proportion de l'exploration minière financée par actions accréditatives a chuté à 60 % en 1988, en raison d'une participation plus faible des grandes sociétés dans le marché des actions accréditatives. Les figures 5 et 10 montrent clairement cet accroissement des travaux d'exploration financés par actions accréditatives.

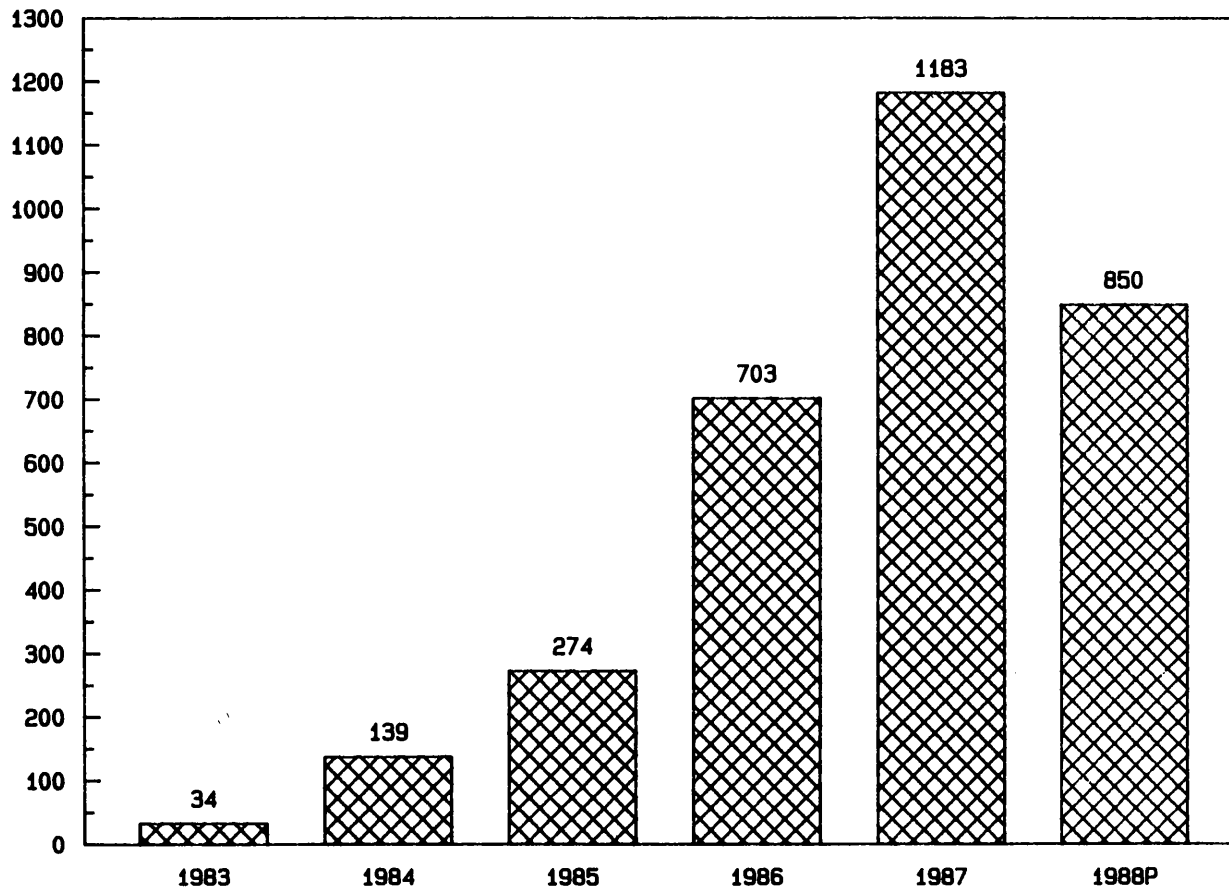
Cependant, on ne saurait comparer directement les dépenses d'exploration et le montant des fonds réunis par l'émission d'actions accréditatives. Les données sur les dépenses d'exploration sont établies en fonction de l'année civile tandis que le montant des fonds réunis par l'émission d'actions accréditatives est calculé d'après l'année d'imposition. À partir de 1986, les données englobent les fonds réunis devant être utilisés au cours de la période allant de janvier à février de l'année suivante. Par conséquent, une certaine partie des fonds réunis pour une année donnée aurait en fait été dépensée au cours des deux premiers mois de l'année suivante. Par exemple, une certaine partie des fonds réunis en 1987 a été utilisée au début de 1988.

Outre cet accroissement du financement par actions accréditatives, il s'est produit une augmentation des travaux d'exploration entrepris par les petites sociétés minières. Ce sont les petites sociétés qui ont eu le plus recours aux actions accréditatives en 1987 et en 1988. En 1988, on estime que près de 80 % des fonds réunis par actions accréditatives l'ont été par ces petites sociétés. Cependant, comme nous le soulignons précédemment dans le rapport, ce sont principalement les petites sociétés qui auront à souffrir le plus du choc de la réduction des niveaux du financement accréditif en 1989, bien qu'elles continueront probablement d'exécuter la majeure partie des travaux d'exploration financés par actions accréditatives.

Figure 10

NIVEAUX DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES 1983 À 1988

Millions de dollars



Source: Énergie, Mines et Ressources Canada
P=Estimation préliminaire d'EMR en date du 31 juillet 1989.

Les tableaux 7 et les suivants présentent des statistiques sommaires sur le financement par actions accréditives pour 1988. Ces statistiques proviennent de données recueillies par EMR auprès des bourses de Montréal, de Toronto et de l'Alberta entre janvier 1988 et juin 1989. Les données de Vancouver sont tirées de la publication "Vancouver Stockwatch".

Au tableau 7, les fonds réunis par actions accréditives sont répartis entre les grandes sociétés, les petites sociétés établies et celles qui sont nouvellement constituées. Les tableaux 8, 9, 10 et 11 présentent un aperçu des fonds réunis, répartis selon l'importance du financement, pour l'ensemble des sociétés, pour les grandes sociétés, les petites sociétés établies et celles qui sont nouvellement constituées. Le tableau 12 fournit les montants des fonds réunis sur le parquet de chacune des quatre bourses des valeurs mobilières, répartis entre les grandes sociétés, les petites sociétés établies et celles qui sont nouvellement constituées.

*Le terme "petite société nouvellement constituée" désigne les sociétés nouvellement constituées de même que les sociétés d'exploration qui ne possèdent pas d'actif réel important tel qu'un gisement minier.

TABLE / TABLEAU 7

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING
DISTRIBUTION BY CATEGORY OF COMPANY
TAXATION YEAR 1988

FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES
RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ MINIÈRE
ANNÉE D'IMPOSITION 1988

VALUE OF FLOW-THROUGH SHARES / VALEUR DES ACTIONS ACCRÉDITIVES

	DOLLARS / DOLLARS	PERCENT / POURCENTAGE
Senior / Grandes	171,151,304	23.00
Established junior / Petites, établies	360,964,643	48.51
New junior / Petites, nouvellement constituées	212,020,643	28.49
	-----	-----
TOTAL / TOTAL	744,136,590	100.00

NUMBER OF COMPANIES / NOMBRE DE COMPAGNIES

	NUMBER / NOMBRE	PERCENT / POURCENTAGE
Senior / Grandes	48	8.35
Established junior / Petites, établies	193	33.57
New junior / Petites, nouvellement constituées	334	58.09
	-----	-----
TOTAL / TOTAL	575	100.00

NOTE: Preliminary data as collected at the Montreal, Toronto and Alberta Stock Exchanges between January 1988 and June 1989. Vancouver data are compiled from the "Vancouver Stockwatch".

NOTA: Données provisoires, recueillies aux bourses de Montréal, de Toronto et de l'Alberta entre janvier 1988 et juin 1989. Les données de la bourse de Vancouver proviennent du "Vancouver Stockwatch".

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'Analyse de la Politique Économique et Financière, EMR

TABLE / TABLEAU 8

ALL COMPANIES / TOUTES LES SOCIÉTÉS

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING LEVELS / NIVEAUX DE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ
BY COMPANY / AU MOYEN DE L'ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES
IN TAXATION YEAR 1988 / DURANT L'ANNÉE D'IMPOSITION 1988

BREAKDOWN BY FUNDING LEVEL / RÉPARTITION PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.98	0.13	30	5.22
50 001 - 100 000	3.84	0.52	44	7.65
100 001 - 250 000	21.73	2.92	122	21.22
250 001 - 500 000	41.37	5.56	106	18.43
500 001 - 1 000 000	71.67	9.63	95	16.52
1 000 001 - 3 000 000	207.79	27.92	114	19.83
3 000 001 - 5 000 000	128.63	17.29	33	5.74
5 000 001 - 7 000 000	57.40	7.71	10	1.74
7 000 001 - 10 000 000	124.60	16.74	15	2.61
10 000 001 - 50 000 000	86.14	11.58	6	1.04
	-----	-----	---	-----
	744.14	100.00	575	100.00

CUMULATIVE TOTAL BY FUNDING LEVEL / TOTAL CUMULATIF PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.98	0.13	30	5.22
1 - 100 000	4.82	0.65	74	12.87
1 - 250 000	26.54	3.57	196	34.09
1 - 500 000	67.92	9.13	302	52.52
1 - 1 000 000	139.59	18.76	397	69.04
1 - 3 000 000	347.38	46.68	511	88.87
1 - 5 000 000	476.00	63.97	544	94.61
1 - 7 000 000	533.40	71.68	554	96.35
1 - 10 000 000	658.00	88.42	569	98.96
1 - 50 000 000	744.14	100.00	575	100.00

NOTE: Preliminary data as collected at the Montreal, Toronto and Alberta Stock Exchanges between January 1988 and June 1989. Vancouver data are compiled from the "Vancouver Stockwatch".

NOTA: Données provisoires, recueillies aux bourses de Montréal, de Toronto et de l'Alberta entre janvier 1988 et juin 1989. Les données de la bourse de Vancouver proviennent du "Vancouver Stockwatch".

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'Analyse de la Politique Économique et Financière, EMR

TABLE / TABLEAU 9

SENIOR COMPANIES / GRANDES SOCIÉTÉS

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING LEVELS / NIVEAUX DE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ
BY COMPANY / AU MOYEN DE L'ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES
IN TAXATION YEAR 1988 / DURANT L'ANNÉE D'IMPOSITION 1988

BREAKDOWN BY FUNDING LEVEL / RÉPARTITION PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.00	0.00	0	0.00
50 001 - 100 000	0.00	0.00	0	0.00
100 001 - 250 000	0.15	0.09	1	2.08
250 001 - 500 000	1.76	1.03	5	10.42
500 001 - 1 000 000	4.30	2.51	5	10.42
1 000 001 - 3 000 000	24.41	14.26	11	22.92
3 000 001 - 5 000 000	64.31	37.58	17	35.42
5 000 001 - 7 000 000	11.00	6.43	2	4.17
7 000 001 - 10 000 000	50.72	29.63	6	12.50
10 000 001 - 50 000 000	14.50	8.47	1	2.08
	-----	-----	----	-----
	171.15	100.00	48	100.00

CUMULATIVE TOTAL BY FUNDING LEVEL / TOTAL CUMULATIF PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.00	0.00	0	0.00
1 - 100 000	0.00	0.00	0	0.00
1 - 250 000	0.15	0.09	1	2.08
1 - 500 000	1.91	1.12	6	12.50
1 - 1 000 000	6.21	3.63	11	22.92
1 - 3 000 000	30.62	17.89	22	45.83
1 - 5 000 000	94.93	55.47	39	81.25
1 - 7 000 000	105.93	61.89	41	85.42
1 - 10 000 000	155.65	90.94	47	97.92
1 - 50 000 000	171.15	100.00	48	100.00

NOTE: Preliminary data as collected at the Montreal, Toronto and Alberta Stock Exchanges between January 1988 and June 1989. Vancouver data are compiled from the "Vancouver Stockwatch".

NOTA: Données provisoires, recueillies aux bourses de Montréal, de Toronto et de l'Alberta entre janvier 1988 et juin 1989. Les données de la bourse de Vancouver proviennent du "Vancouver Stockwatch".

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'Analyse de la Politique Économique et Financière, EMR

TABLE / TABLEAU 10

ESTABLISHED JUNIOR COMPANIES / PETITES SOCIÉTÉS ÉTABLIES

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING LEVELS / NIVEAUX DE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ
 BY COMPANY / AU MOYEN DE L'ÉMISSION D'ACTIONS ACCRÉDITIVES
 IN TAXATION YEAR 1988 / DURANT L'ANNÉE D'IMPOSITION 1988

BREAKDOWN BY FUNDING LEVEL / RÉPARTITION PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.13	0.04	4	2.07
50 001 - 100 000	0.55	0.15	7	3.63
100 001 - 250 000	4.04	1.12	20	10.36
250 001 - 500 000	14.38	3.98	36	18.65
500 001 - 1 000 000	25.02	6.93	34	17.62
1 000 001 - 3 000 000	119.64	33.14	62	32.12
3 000 001 - 5 000 000	55.50	15.38	14	7.25
5 000 001 - 7 000 000	34.58	9.58	6	3.11
7 000 001 - 10 000 000	48.80	13.52	6	3.11
10 000 001 - 50 000 000	58.32	16.16	4	2.07
	-----	-----	---	-----
	360.96	100.00	193	100.00

CUMULATIVE TOTAL BY FUNDING LEVEL / TOTAL CUMULATIF PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.13	0.04	4	2.07
1 - 100 000	0.69	0.19	11	5.70
1 - 250 000	4.73	1.31	31	16.06
1 - 500 000	19.11	5.29	67	34.72
1 - 1 000 000	44.13	12.23	101	52.33
1 - 3 000 000	163.77	45.37	163	84.46
1 - 5 000 000	219.27	60.75	177	91.71
1 - 7 000 000	253.85	70.33	183	94.82
1 - 10 000 000	302.64	83.84	189	97.93
1 - 50 000 000	360.96	100.00	193	100.00

NOTE: Preliminary data as collected at the Montreal, Toronto and Alberta Stock Exchanges between January 1988 and June 1989. Vancouver data are compiled from the "Vancouver Stockwatch".

NOTA: Données provisoires, recueillies aux bourses de Montréal, de Toronto et de l'Alberta entre janvier 1988 et juin 1989. Les données de la bourse de Vancouver proviennent du "Vancouver Stockwatch".

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'Analyse de la Politique Économique et Financière, EMR

TABLE / TABLEAU 11
NEW JUNIOR COMPANIES / PETITES SOCIÉTÉS NOUVELLEMENT CONSTITUÉES

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING LEVELS / NIVEAUX DE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ
BY COMPANY / AU MOYEN DE L'ÉMISSION D'ACTION ACCRÉDITIVES
IN TAXATION YEAR 1988 / DURANT L'ANNÉE D'IMPOSITION 1988

BREAKDOWN BY FUNDING LEVEL / RÉPARTITION PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.85	0.40	26	7.78
50 001 - 100 000	3.28	1.55	37	11.08
100 001 - 250 000	17.53	8.27	101	30.24
250 001 - 500 000	25.23	11.90	65	19.46
500 001 - 1 000 000	42.35	19.98	56	16.77
1 000 001 - 3 000 000	63.74	30.06	41	12.28
3 000 001 - 5 000 000	8.81	4.16	2	0.60
5 000 001 - 7 000 000	11.82	5.58	2	0.60
7 000 001 - 10 000 000	25.08	11.83	3	0.90
10 000 001 - 50 000 000	13.32	6.28	1	0.30
-----	212.02	100.00	334	100.00

CUMULATIVE TOTAL BY FUNDING LEVEL / TOTAL CUMULATIF PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.85	0.40	26	7.78
1 - 100 000	4.13	1.95	63	18.86
1 - 250 000	21.66	10.22	164	49.10
1 - 500 000	46.90	22.12	229	68.56
1 - 1 000 000	89.25	42.10	285	85.33
1 - 3 000 000	152.99	72.16	326	97.60
1 - 5 000 000	161.80	76.31	328	98.20
1 - 7 000 000	173.62	81.89	330	98.80
1 - 10 000 000	198.70	93.72	333	99.70
1 - 50 000 000	212.02	100.00	334	100.00

NOTE: Preliminary data as collected at the Montreal, Toronto and Alberta Stock Exchanges between January 1988 and June 1989. Vancouver data are compiled from the "Vancouver Stockwatch".

NOTA: Données provisoires, recueillies aux bourses de Montréal, de Toronto et de l'Alberta entre janvier 1988 et juin 1989. Les données de la bourse de Vancouver proviennent du "Vancouver Stockwatch".

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'Analyse de la Politique Économique et Financière, EMR

TABLE / TABLEAU 12

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING
DISTRIBUTION BY STOCK EXCHANGE AND CATEGORY OF COMPANY
TAXATION YEAR 1988

FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES
RÉPARTITION ENTRE BOURSES, PAR CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ MINIÈRE
ANNÉE D'IMPOSITION 1988

COMPANIES / SOCIÉTÉS	DOLLARS / DOLLARS	PERCENT / POURCENTAGE
ALBERTA STOCK EXCHANGE / BOURSE DE CALGARY		
Senior / Grandes	3,850,000	3.96
Established junior / Petites, établies	30,294,699	31.19
New junior / Petites, nouvellement constituées	62,992,538	64.85
	-----	-----
SUBTOTAL / SOUS-TOTAL	97,137,237	100.00
MONTREAL EXCHANGE / BOURSE DE MONTREAL		
Senior / Grandes	77,142,482	42.59
Established junior / Petites, établies	59,685,974	32.95
New junior / Petites, nouvellement constituées	44,304,766	24.46
	-----	-----
SUBTOTAL / SOUS-TOTAL	181,133,222	100.00
TORONTO STOCK EXCHANGE / BOURSE DE TORONTO		
Senior / Grandes	143,734,297	39.47
Established junior / Petites, établies	198,981,500	54.64
New junior / Petites, nouvellement constituées	21,427,920	5.88
	-----	-----
SUBTOTAL / SOUS-TOTAL	364,143,717	100.00
VANCOUVER STOCK EXCHANGE / BOURSE DE VANCOUVER		
Senior / Grandes	51,006,527	17.05
Established junior / Petites, établies	149,919,160	50.12
New junior / Petites, nouvellement constituées	98,183,131	32.83
	-----	-----
SUBTOTAL / SOUS-TOTAL	299,108,818	100.00
ALL EXCHANGES / TOUTES LES BOURSES (*)		
Senior / Grandes	171,151,305	23.00
Established junior / Petites, établies	360,964,642	48.51
New junior / Petites, nouvellement constituées	212,020,643	28.49
	-----	-----
TOTAL / TOTAL	744,136,590	100.00

(*) Interlisted placements are only counted once in the ALL EXCHANGES total, explaining a difference of \$197,386,404 between such total and the sum of the four exchanges totals / Les placements inscrits sur plus d'une bourse n'apparaissent qu'une fois dans le total TOUTES LES BOURSES, ce qui explique l'écart de 197,386,404\$ entre celui-ci et la somme des quatre bourses prises individuellement.

NOTE: Preliminary data as collected at the Montreal, Toronto and Alberta Stock Exchanges between January 1988 and June 1989. Vancouver data are compiled from the "Vancouver Stockwatch".

NOTA: Données provisoires, recueillies aux bourses de Montréal, de Toronto et de l'Alberta entre janvier 1988 et juin 1989. Les données de la bourse de Vancouver proviennent du "Vancouver Stockwatch".

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'Analyse de la Politique Économique et Financière, EMR